



SKI AFFAIRE DE VAL D'ISÈRE

Dossier réalisé par Alain Lazard



UN NOUVEAU REGARD SUR LE 9 DECEMBRE 1973

Journées de liesse après les victoires, journées moroses lors des défaites, journées de tristesse quand la piste blanche porte le deuil de l'un des siens... La famille du ski n'échappe pas à l'immuable rythme des choses de la vie. Non plus aux polémiques, tenues secrètes ou limitées aux non-dits ou bien encore médiatisées lorsqu'elles participent de l'événementiel.

La crise du 9 décembre 1973 occupe une place si particulière dans la turbulente Histoire du ski français qu'on l'appelle communément *l'Affaire de Val d'Isère* depuis plusieurs décennies. Le temps qui passe n'a pas tiré le voile de l'oubli sur ce dimanche au cours duquel, dans la célèbre station de la Haute-Tarentaise, fief des sœurs Goitschel, Jean-Claude Killy et autres Henri Oreiller, furent exclus de l'équipe de France six de ses chefs de file : Jean-Noël Augert, Henri Duvillard, Britt Lafforgue, Ingrid Lafforgue, Roger Rossat-Mignod et Patrick Russel.

Pourquoi et par qui ? Poser ces deux questions sensibles – ô combien ! –, c'est ouvrir la boîte de Pandore... Ce ne fut pas une «chamaille de générations» comme il est indiqué, avec quelque désinvolture, sur le site de *l'Association des internationaux du ski français* (AISF). Sinon *l'Affaire* ne reviendrait pas d'actualité épisodiquement. Et les plaies seraient cicatrisées ! Ce n'est pas le cas.

Depuis ce 9 décembre 1973, un homme porte seul l'entière responsabilité de la sanction, Georges Joubert, alors directeur des équipes de France. Aussi bien, après le décès de celui-ci, le 1er novembre 2010, m'a-t-il paru opportun de rouvrir ce chapitre douloureux avec du recul et à la lumière des très nombreux articles de presse de l'époque que j'ai consultés. Pour essayer de mieux comprendre ce dossier complexe...

PHOTO: Val d'Isère, dimanche 9 décembre 1973, 12h30. Maurice Martel, président de la Fédération française de ski, lit à la presse le communiqué fédéral: "*Après avoir consulté Georges Joubert et les responsables des équipes de France, et en accord avec le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, j'ai décidé de procéder à une rénovation et un rajeunissement de ces équipes. En conséquence, ne font plus partie des équipes de France les coureurs dont les noms suivent : Ingrid Lafforgue, Britt Lafforgue, Jean-Noël Augert, Henri Duvillard, Patrick Russel, Roger Rossat-Mignod. Cette mesure doit permettre de retrouver un climat nécessaire pour une bonne préparation des futures compétitions et notamment les jeux Olympiques d'Innsbruck de 1976, J'ajoute que j'ai annoncé ces dispositions aux athlètes il y a un quart d'heure.*"

PHOTO: Val d'Isère, dimanche 9 décembre 1973, 14h30. Ingrid Lafforgue lit à la presse la déclaration commune des athlètes: "*Au nom des six coureurs exclus, cette décision nous a surpris. Nous regrettons de ne pas avoir donné notre point de vue devant les personnes qui ont pris cette décision. D'une part nous avons été touchés par la solidarité des anciens de l'équipe. D'autre part nous sommes persuadés que nous avons encore un rôle à jouer dans le ski français. Quand nous serons mieux informés sur les raisons exactes de cette décision, nous serons en mesure de vous donner plus d'informations.*"



INGRID LAFFORGUE

TEMPÊTE SUR LE SKI FRANÇAIS

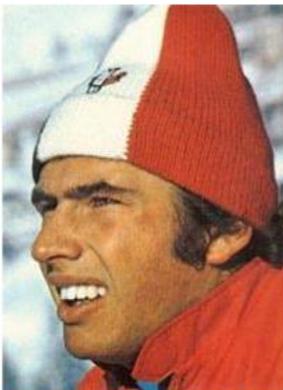
EXÉCUTION
ET SABORDAGE

Les six heures terribles de Val-d'Isère



JEAN-NOËL AUGERT

Le ski français encore
sur un baril de poudre



PATRICK RUSSEL

LA FIN DE L'ÉQUIPE DE FRANCE

LA REBELLION
MATEE



HENRI DUVILLARD

LA SAIGNÉE
DE VAL D'ISÈRE

C'est bien une
affaire d'État



ROGER ROSSAT-MIGNOD



BRITT LAFFORGUE

INTRODUCTION

Nombres d'articles parurent dans la [presse](#) régionale et nationale au lendemain de ce dimanche dramatique qui déclencha un véritable tonnerre sur les massifs alpins et pyrénéens et dont l'écho retentit dans tout l'Hexagone. Mais dans l'immédiat, les journalistes n'eurent ni le temps ni assez de place pour déterminer les responsabilités des uns et des autres, examiner dans le détail les causes de ce *clash* qui créa une récurrente fracture entre les laudateurs et les détracteurs des six champions. Dans [l'éditorial](#) de la revue officielle fédérale *Ski Français*, publiée quelques semaines plus tard, Maurice Martel, président de la Fédération française de ski (FFS), exprima son opinion et mit en garde ceux qui avaient pris systématiquement la défense des exclus sans vraiment connaître ou comprendre les motifs qui avaient conduit à cette décision : **« Lorsqu'on entreprend de plaider un dossier, il est élémentaire d'en connaître tout le contenu et non pas seulement quelques bribes... »** ⁽¹⁾. Et de conclure : **« Au cours de la réunion du 15 janvier, le Comité directeur fédéral l'a [la décision de Val d'Isère] définitivement approuvée. »** ⁽¹⁾

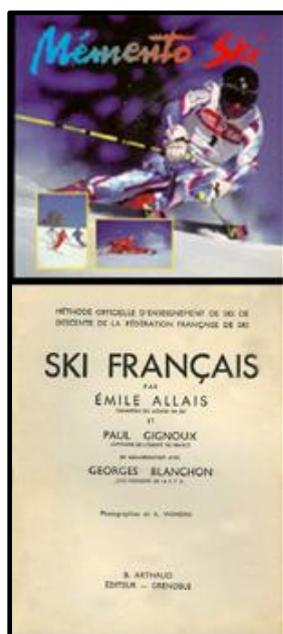
Notons, par parenthèse, que Georges Joubert n'était pas membre dudit Comité...

Pour ma part, après une longue réflexion, j'ai décidé d'apporter une modeste contribution au dossier en rappelant, plus particulièrement, le contexte dans lequel ces événements se déroulèrent et en exposant quelques faits peu ou mal connus sinon déformés.

Mais, au préalable, s'impose un rappel du développement exponentiel des Sports d'Hiver en France. L'évolution rapide des pratiques sportives hivernales au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale mit en présence deux mondes foncièrement différents: celui encore très rural des montagnes et celui des villes. Le développement des stations de ski ne se concrétisa que grâce à l'interaction des « montagnards » et des « citadins », les premiers apportant le terrain, l'environnement et la connaissance de leur milieu, les seconds fournissant la clientèle indispensable à l'essor économique. Nombre de citadins, séduits par l'attrait d'un nouveau style de vie plus proche de la nature ou parfois pour des motifs plus prosaïques, choisirent de devenir partie prenante de cet engouement. Leur apport, conjugué avec celui de la population locale, favorisa la progression fulgurante des stations. L'Etat, de son côté, s'impliqua aussi avec le *Plan Neige* mis en place par le Savoyard Maurice Michaud.

L'adhésion des citadins ne s'effectua pas sans crispation.... Outre leur apport en capitaux, ils apportèrent des expertises alors rarissimes et rudimentaires dans le milieu montagnard mais leur présence fut ressentie comme une ingérence dans un entourage étranger. Ce phénomène ne représentera jamais un problème national et dépassera même rarement le cercle de chaque station concernée. Il se révélera plus important dans les années 60-80 avant que de décliner progressivement, sans pour cela complètement disparaître.

En revanche, un domaine où cette méfiance, sinon cette hostilité, entre « montagnards » et « citadins » -- sans doute un peu plus marquée dans le sens montagnards-citadins -- agita l'ensemble du milieu, ce fut bien celui de l'enseignement du ski en général et du ski de compétition en particulier !



La méthode officielle et la progression de l'enseignement du ski furent clairement définies par le *Memento de l'Enseignement du ski français* (trace serrée, allègement-rotation, corps face aux skis, poids sur les deux skis, etc. – l'esthétique avant tout), un ouvrage composite produit en collaboration par le [Syndicat National des Moniteurs du Ski Français](#) (SNMSF) et l'[Ecole Nationale de Ski et d'Alpinisme](#) (ENSA). Cette œuvre fut fortement inspirée par des livres précédents, notamment *Ski de France* (1962) de Jean Franco et Marius Mora, *Christiania Léger* (1957) de James Couttet et Paul Gignoux et *Ski français* (1937) d'Émile Allais et Paul Gignoux. Tous ces



ouvrages furent issus de ce que j'ai déjà défini comme le milieu montagnard. La ligne dissidente émana du monde citadin : trace large, avalement, prépondérance du ski extérieur, corps face à la pente, etc. (l'efficacité avant tout) et fut soutenue par l'Ecole de Ski de l'Université de Grenoble, le [Grenoble Université Club](#) (GUC) et Georges Joubert.

Paradoxe : tout le monde dans le milieu du ski a entendu parler du GUC mais peu de personnes le connaissent réellement... C'est la raison pour laquelle je souhaite mettre en exergue quelques-unes de ses caractéristiques dans le dessein de faire comprendre ce qu'il représentait déjà en 1966, année des 16 médailles mondiales françaises à Portillo-du-Chili, soit une douzaine d'années après que Georges Joubert en eut pris la direction.

LE GUC EN BREF...

4.875 membres actifs (plus de 13.000 en 2010) et 857 coureurs ^(a)
 90 skieurs classés en séries Nationales ou 11,5% du total français ^(a)
 18 skieurs classés en 1^{ère} série ou 11.4% du total français ^(a)
 21 courses organisées par le GUC ^(a)
 Les 857 coureurs du GUC ont participé à 116 courses ^(a)
 ... et remporté 28 victoires dames et 26 victoires messieurs ^(a)
 Dix stages de ski d'été pour ne pas perturber les études ^(a)

a) – Premier Club de France... et en bonus

1 skieur & 1 skieuse en équipe de France Groupe I - 1 skieur en Groupe II

Une performance exceptionnelle pour un club citadin et universitaire dont la philosophie est le développement du caractère de l'individu par la pratique du sport. Les skieurs accédant à l'équipe de France, c'était la cerise sur le gâteau qui prouvait le bien-fondé des méthodes d'entraînement du GUC. Ce furent d'ailleurs des structures et des procédures pérennes que Georges Joubert et ses collaborateurs mirent en place naguère puisque le GUC, premier club français en 1966, se trouve toujours en première position en 2010 ! Un positionnement exceptionnel de plus de quarante-quatre ans qui ne doit rien à la chance.

La différence de méthodes et l'hostilité des partisans qui soutenaient chacun sa doctrine prirent une tournure exacerbée quand, à partir des années 60, des skieurs citadins (ou des montagnards formés dans des clubs citadins), en particulier ceux provenant du Grenoble Université Club, atteignirent des niveaux proches, voire comparables et parfois supérieurs, à ceux des montagnards (Jean Vuarnet, Patrick Russel, Perrine Pelen...). Il est symptomatique de constater comment Jean Vuarnet fut perçu pas les membres de l'équipe de France ou leurs aînés. Guy Périllat : « **Il était différent. Nous on était des gens de montagne, avec notre mentalité plus restreinte et fermée, lui était très ouvert, avait un contact direct avec les médias** »⁽²⁾ ou Emile Allais : « **C'est vrai qu'il venait d'un milieu bien différent du nôtre, son père était médecin, lui avait fait des études d'avocat** »⁽²⁾.



Rendons hommage à l'esprit d'ouverture d'Émile Allais, partie prenante des ouvrages de la première génération avant que d'apprécier ceux de Georges Joubert... Pour preuve, je citerai la conclusion de la préface rédigée par Émile Allais pour le livre initial écrit en commun par Georges Joubert et Jean Vuarnet: *SKI 57* (novembre 1956) : « **J'espère que l'Ecole du Ski français va pouvoir incorporer ces nouveaux mouvements dans son programme d'enseignement... Par son caractère international, cette nouvelle technique conduira peut-être à la disparition des particularismes nationaux en matière d'enseignement et à l'épanouissement de cette méthode universelle que tous les skieurs appellent de leurs vœux.** »

La clairvoyance d'Emile Allais n'était pas partagée par la majorité... Quel contraste, par exemple, avec la position du champion du monde de descente 1938, James Couttet : « **[George Joubert] essaye depuis quinze ans d'imposer des théories dont les spécialistes français ont toujours rigolé.** »⁽³⁾

De récurrentes oppositions conceptuelles entre James Couttet et Georges Joubert expliquent sans doute cette critique sans nuance et peu amène...

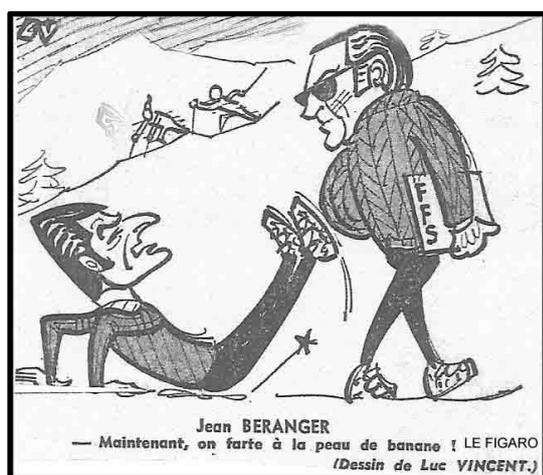


Avec le recul que nous avons aujourd'hui, il est difficile de nier que la technique promue par Georges Joubert était mieux adaptée au ski de compétition de l'époque... et de l'avenir que celle proposée par l'ENSA et le SNMSF. Les meilleurs coureurs du moment



-- exception faite de Jean-Noël Augert et dans une moindre mesure d'Henri Duvillard, tous deux fortement influencés par le style de Jean-Claude Killy -- appliquèrent déjà les grands principes techniques décrits par Georges Joubert (en évidence chez les Italiens Gustavo Thoeni et Piero Gros et le Suédois Ingemar Stenmark en particulier).

Après les contre-performances de l'équipe de France aux Jeux Olympiques de Sapporo en 1972, les élections de Jean Vuarnet (vice-président de la FFS et président de la Commission sportive) et de Georges Joubert (directeur des équipes nationales) furent ressenties par les dirigeants sortants (je pense en particulier à Gaston Rossat-Mignod, responsable du Comité descente-slalom) comme un affront. Certains responsables et entraîneurs fédéraux avaient des raisons personnelles d'éprouver une certaine amertume. En effet, si la campagne olympique de Sapporo avait fortement déçu, l'équipe de France n'en avait pas moins bouclé une saison fructueuse: victorieuse de la [Coupe des nations](#) (avec 1.159 points devant l'Autriche 2e avec 900 points); cinq filles dans les dix premières au classement général de la Coupe du monde (Françoise Macchi 2e, Britt Lafforgue 3e, Florence Steurer 8e, Danielle Debernard 9e et Isabelle Mir 10e) et aussi deux garçons dans les quatre premiers (Henri Duvillard 2e et Jean-Noël Augert, 4e - Patrick Russel, 3e l'année précédente, était blessé cette saison là).



Il faut tout de même savoir ou se rappeler que les changements intervenus au sein de la FFS (dirigeants et encadrement) ne furent que très partiellement justifiés par la blessure d'amour propre nationale survenue à Sapporo mais, plutôt, par la volonté fédérale de reprise en main des équipes nationales qui opéraient en marge de l'autorité institutionnelle depuis près d'une décennie. Par le souhait aussi des Pouvoirs publics comme je l'expliquerai ultérieurement.

De toute manière, la démission de Jean Béranger, directeur de la formation féminine depuis 1968 et des équipes masculine et féminine depuis 1970, démission induite par un vote de défiance des coureurs, ne laissait d'autre choix que celui de lui trouver un successeur...

HEURS ET MALHEURS DES ANNEES 60

L'arrivée du tandem Vuarnet - Joubert fit suite à une décennie 60 exceptionnelle et déterminante pour les Sports d'Hiver en France dans les domaines sportif et économique. Quelques rappels significatifs :

- Championnats du monde [1962](#) à Chamonix (5 médailles, 2 or 3 argent), jeux Olympiques [1964](#) à Innsbruck (6 / 3 or, 3 argent), Championnats du monde [1966](#) à Portillo-du-Chili (16 / 7 or, 7 argent, 2 bronze), jeux Olympiques de [1968](#) à Grenoble (8 / 4 or, 3 argent, 1 bronze), Championnats du monde [1970](#) à Val Gardena (10 / 3 or, 5 argent, 2 bronze)
- Naissance des premières stations de prestige intégrées (1961 La Plagne, 1963 Tignes, 1964 Les Ménuires, 1967 Avoriaz et Flaine, 1968 Les Arcs). Création de dizaines de milliers de lits dans les autres stations,
- Installation d'un millier de nouvelles remontées mécaniques et du quadruplement des journées-skieurs dans les stations,
- Explosion des exportations pour les firmes françaises avec des marchés aux Etats-Unis et au Japon devenus plus importants que le marché national pour certaines d'entre elles.

Cette embellie se traduit par une croissance annuelle avoisinant 15% et avec l'impression que celle-ci serait sans fin... En fait, elle se poursuit encore durant trente ans mais à un rythme de croissance en diminution progressive, pour finalement s'aligner sur celle du reste du pays.

Pendant une période d'euphorie comme la France en a connu alors, il arrive que la facilité s'installe : on prend de mauvaises habitudes, on oublie de consolider les structures existantes ou d'en développer de nouvelles. Ce phénomène affecta certains secteurs d'activité des sports d'hiver, celui notamment de l'équipe de France de ski alpin que certains qualifièrent de « **ghetto doré** » ⁽⁴⁾.

Les résultats flatteurs ne furent propices ni aux critiques extérieures ni à l'autocritique des dirigeants ou entraîneurs en place. Les Pouvoirs publics de l'époque, à l'aube d'une politique sportive nationale ambitieuse décidée par le Général de Gaulle, privilégiaient la recherche des résultats à tout prix au détriment de la mission formatrice et éducative du sport. « **Notre pays jouait, à ce moment là, la carte du prestige tous azimuts** » ⁽⁵⁾

N'empêche que, dès 1968, certains journalistes qui suivaient les équipes de France à plein temps commencèrent à tirer le signal d'alarme : « **Des scènes et des propos singulièrement étrangers au sport agitent depuis un certain temps les coulisses de l'équipe de France. Ils ont malheureusement pour témoins des compétiteurs**

encore sans problèmes, dont on imagine aisément qu'ils puissent être gagnés à leur tour par cet esprit mercantile. Nous déplorons, en conséquence, la passivité des responsables de l'encadrement, apparemment incapables d'assainir une situation qui risque de devenir anarchique » ⁽⁶⁾

Une constatation prémonitoire faite à l'issue des Jeux de Grenoble et de nouveau d'actualité quatre ans plus tard après les JO de Sapporo : **« Dès la fin des Jeux de 1968 de Grenoble nous avons révélé nos craintes à propos des retombées probables d'une organisation basée essentiellement sur la conquête des médailles et des victoires de prestige, par la volonté des dirigeants fédéraux, eux-mêmes encouragés dans cette voie par les pouvoirs publics »** ⁽⁷⁾

Le rôle de la presse se révélera sinon décisif, du moins incontestable, avant mais surtout après les Jeux de Sapporo pour stigmatiser le comportement de la direction de l'encadrement et certaines dérives annonciatrices d'un mal latent : **« Le départ possible, sinon probable, de Jean Béranger... ne résoudra pas la crise qui secoue l'édifice du ski français. Cette crise a des racines plus profondes que nous tenterons prochainement de dénouer. »** ⁽⁸⁾

Du mois de février au mois de juin 1972, la répétition des écrits sur ce thème contribua à la prise de conscience par la FFS des problèmes sous-jacents et à la recherche d'un directeur rassemblant l'autorité morale et technique nécessaire à la reprise en main des équipes nationales après le départ de Jean Béranger. Le duo Jacques Fournó - Walter Trilling postula à ce poste mais ce fut le tandem Jean Vuarnet - Georges Joubert qui, sollicité, fut quasiment plébiscité lors du Congrès de la FFS, en juin, à Juan-les-Pins. Six mois plus tard, à un journaliste qui l'interrogeait, Jean Vuarnet rappela les termes du mandat que Joubert et lui même avaient reçu de la FFS : **« Quand Georges Joubert et moi-même avons été élus, cet été, nous nous sommes fixé deux objectifs majeurs : promouvoir une relève quasiment inexistante, et offrir à celle-ci les moyens d'assurer solidement son avenir social et professionnel. »** ⁽⁹⁾



Vuarnet et Joubert prirent malheureusement leurs fonctions dans un climat de suspicion de la part d'anciens dirigeants, directeurs et entraîneurs d'équipes encore très influents dans le milieu montagnard, de responsables de clubs en station, de coureurs et de leurs proches, etc...

Quid de la personnalité de Georges Joubert ? C'était un homme engagé, volontaire, passionné par le ski, qui ne pratiquait pas la langue de bois. Son côté très direct pouvait choquer, voire braquer ceux qui ne le connaissaient que superficiellement. Mais si on abordait l'homme avec un esprit ouvert et un regard impartial, on l'appréciait et on lui témoignait d'emblée sa confiance. A contrario, un blocage empêchait toute communication.

Ce scénario se produisit lors de sa prise de fonction, renforcé encore par les tensions récurrentes montagnards-citadins évoquées précédemment. Dans cette ambiance

délétère, d'anciens dirigeants et responsables des équipes nationales ainsi que certains coureurs de premier plan, approchèrent le Grenoblois avec méfiance --un euphémisme diront des observateurs neutres-- rendant vaines toutes les tentatives d'échanges fructueux.

Comment expliquer autrement, d'une part l'unanimité dont Georges Joubert bénéficia au sein du GUC pendant trois décennies auprès de dizaine de milliers d'étudiants et, d'autre part, les problèmes incessants qu'il rencontra pendant ses deux années consacrées à l'équipe de France ?

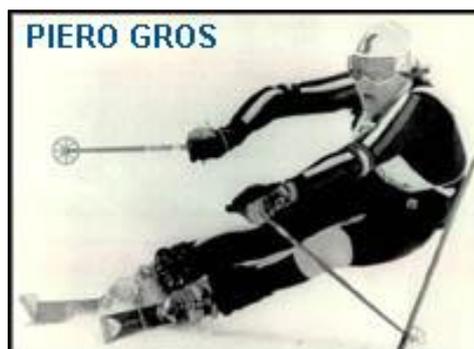
De plus, sa contestation de longue date des méthodes d'enseignement de l'ENSA et du SNMSF ainsi que des techniques, des tactiques et des programmations de l'entraînement en vigueur aussi bien dans la plupart des clubs qu'en équipes nationales, firent de Joubert -- par surcroît citoyen et universitaire ! -- une cible emblématique visée par une opposition féroce, nombreuse parce que diversifiée mais unie dans la vindicte.

Le Grenoblois nourrissait la certitude que plus un coureur s'investissait sur la neige, plus ses chances grandissaient d'atteindre son niveau d'excellence. Le GUC fut le club qui, bien avant les autres (y compris les équipes de France qui remisaient leurs planches de mai à novembre), organisa des [stages d'été](#) pour ses coureurs dès 1953, tout d'abord au Refuge Adèle Planchard dans le massif des Écrins, puis sur le Glacier de Sarenne à l'Alpe d'Huez et, finalement, sur le glacier des Deux Alpes dans la station éponyme.

Les programmes d'entraînement des équipes nationales, conçus par Georges Joubert, comprenaient donc de nombreux stages hors-saison. Cette nouveauté ne fut pas du goût des « anciens » coureurs qui préféraient dès le printemps pratiquer d'autres activités et suivre une préparation plus allégée. En réponse à ce différend, un compromis fut établi entre la direction des équipes et les « anciens », dispensant ces derniers d'un certain nombre de stages obligatoires pour tous les autres coureurs. Si mes souvenirs sont exacts, les « anciens » ne participèrent en 1973 qu'à cinq stages sur les dix organisés pour leurs coéquipiers.

Les nouveaux programmes alternaient **1)** une semaine de formation aux langues et à la gestion en matinée à l'A.P.P.S. de Grenoble (*Association pour la Promotion Professionnelle et Sociale*, un organisme fondé et dirigé par Jean Barthalais qui deviendra plus tard Président de la FFS: 1980-87), entièrement facultative pour les « anciens », l'après-midi étant dédiée à la préparation physique, **2)** une semaine de stage sur neige ou de préparation physique (partiellement obligatoire pour les « anciens » et **3)** une semaine de repos dans leur station.

Malheureusement, les conditions d'entraînement pendant l'automne 1973 se révélèrent difficiles (Alagna, Passo dello Stelvio, Hintertux). Les « anciens », présents seulement à ces derniers regroupements, arrivèrent mal préparés à Val d'Isère pour le Critérium de la Première Neige. La suite est mieux connue : Henri Duvillard, Roger



Rossat-Mignod et Patrick Russel (Jean-Noël Augert, blessé, se rétablissait dans sa station de La Toussuire) enregistrèrent des [résultats](#) très décevants, se retrouvant à quelque quatre à cinq secondes derrière l'Italien Piero Gros qui établit le meilleur temps de la première manche du slalom géant.

Patrick Russel trouva une explication : « **Comment aurions-nous pu prétendre bien skier sur cette piste alors que l'on nous a fait skier dans les bosses, sur de la neige douce, mais jamais sur de la glace...** »⁽¹⁰⁾. « **Un constat qui se passe de commentaire.** »⁽¹⁰⁾ écrivit Serge Lang dans l'Équipe après la déclaration de Russel.

« **Je ne comprends plus, je me pose des questions** »⁽¹¹⁾, s'interrogeait de son côté Henri Duvillard à l'issue de cette manche initiale, ajoutant plus tard à un autre journaliste : « **Cet échec était prévisible. Nous ne sommes pas en condition physique. Certains entraîneurs ne nous paraissent pas assez qualifiés. L'ambiance est loin d'être idéale. Nous aurons bien du mal à remonter la pente** »⁽¹²⁾

La direction des équipes de France avait pourtant préparé un dossier de presse détaillant, entre autres, les conditions d'entraînement des mois précédant l'ouverture de la saison à Val d'Isère. Las, le document resta dans les cartons du comité d'organisation du Critérium de la Première Neige... Mais rien n'interdisait les journalistes, mal informés officiellement, de consulter les entraîneurs afin d'éviter des commentaires partisans comme celui de Serge Lang. Quant aux coureurs, en particulier les « anciens » ayant opté pour un entraînement allégé, leurs remarques proférées après la première manche du slalom géant relevèrent d'une mauvaise foi évidente... Le meilleur résultat français ne fut-il pas celui obtenu par le « jeune » Claude Perrot qui avait suivi tous les stages programmés et qui devança tous ses aînés, y compris Henri Duvillard, de treize places et près de trois secondes dans le slalom géant ?

Une parenthèse pour comparer les déclarations de Patrick Russel ou d'Henri Duvillard avec celles du Plagnard Julien Lizeroux, après ses défaillances aux jeux Olympiques 2010 à Vancouver. Lizeroux : « **Je ne suis pas abattu, je garde le sourire. Je crois qu'on a une belle équipe. Malgré toutes les critiques qui vont pouvoir être dites et écrites dans les jours qui viennent et dans les jours qui sont passés déjà, je crois qu'on est sur une pente ascendante depuis deux, trois saisons. Il ne faut pas tout remettre en question sur quinze jours... Plutôt que de palabrer et de dire des choses qui ne vont pas nous faire avancer, on va repartir au travail et je crois que c'est ça qui va payer.** »⁽¹³⁾ Et à la question « **Est-ce frustrant de skier dans des conditions et sur une neige qui ne sont pas celles rencontrées en Coupe du monde ?** »⁽¹⁴⁾ il répondit : « **Cela aurait été frustrant si cela n'avait pas été les mêmes conditions pour tout le monde... Un bon sportif doit s'adapter à toutes les conditions. Cela n'a pas été mon cas.** »⁽¹⁴⁾



J'y ajouterai une anecdote révélatrice de l'état d'esprit de certains coureurs. Le matin de la seconde manche, Russel se coiffa d'un bonnet de bagnard floqué « **Vacationing at Alcatraz** » ⁽¹⁵⁾ (remis la veille par un technicien de Rossignol déifiant Russel d'oser le porter le lendemain). La scène fit d'abord sourire Jean Vuarnet qui, après réflexion, trouva la plaisanterie d'un goût douteux et déclara : « **L'équipe de France n'est pas un pénitencier. Faut-il rappeler à chacun que chacun est libre de la quitter quand bon lui semble.** » ⁽¹⁶⁾



La différence de comportement entre les deux champions démontre les effets pernicioux d'une ambiance malsaine sur les individus. Russel (et Duvillard), coureurs confirmés, auraient sans doute tiré un enseignement analogue à celui de Lizeroux s'ils avaient évolué dans le même contexte plutôt qu'au sein d'un groupe déstabilisé depuis près d'un an et demi par des critiques à l'encontre de l'encadrement assénées de l'extérieur par des personnes aux motivations diverses et peu louables.

Revenons au slalom géant de Val d'Isère avec un scénario en deux manches, la première organisée le vendredi 7 décembre, la seconde le lendemain. Cet espace dans le temps contribua, semble-t-il, à la dégradation de la situation. Il donna le temps aux uns de chercher des excuses et aux autres de désigner des coupables.

Le très influent quotidien sportif *l'Equipe* et ses deux journalistes leaders, Michel Clare et Serge Lang, publièrent des écrits qui n'apaisèrent pas le climat... Je n'en citerai qu'un à déplorer, non pas pour son analyse -- pas question pour moi de remettre en question la fonction critique et le droit d'opinion -- mais parce qu'il constitue une véritable incitation à la révolte des coureurs contre leur encadrement :

« Rien ne va plus dans les équipes de France. Battues sur le terrain, leurs individualités autrefois les plus brillantes manquent d'assurance, de confiance, de joie et d'enthousiasme. C'est un fait indéniable. Entre les skieurs et la plupart des skieuses, d'une part, leurs entraîneurs et directeurs sportifs de l'autre, il n'est plus question de malaise, mais d'un fossé qui se creuse un peu plus chaque jour. Du côté des coureurs, la contestation est totale. On met en cause la compétence des entraîneurs, l'approche psychologique de leur directeur sportif Georges Joubert, ses vues sur les problèmes du ski dans l'optique technique et humaine. Les déclarations tonitruantes à tous les micros des uns et des autres, anciens directeurs sportifs, coureurs en activité, dirigeants, n'ont rien arrangé. Le point de non retour semble franchi. Si on peut espérer aboutir à une sorte d'armistice dans l'optique des Championnats du monde de Saint-Moritz, les plus récents développements de la crise du ski français prouvent que la procédure de divorce est entamée entre les uns et les autres. Cela ne peut que se traduire par la retraite massive -et prématurée- des uns ou la démission des autres. Le mal est



beaucoup plus profond qu'on était en droit de penser après les événements de la Foux d'Allos. C'est une crise de confiance et condamner en bloc les athlètes qui prennent chaque jour des risques serait aussi aberrant que de laver de toute faute psychologique les dirigeants en place.



Lorsque Jean Vuarnet, lors des Jeux de Cortina en 1956, lança sa fameuse accusation contre le patron du ski français de l'époque, le grand champion James Couttet, il permit au ski français de repartir sur des bases nouvelles qui se traduisirent par d'innombrables triomphes et l'avènement de champions merveilleux. Se trouvera-t-il quelqu'un pour prononcer dans les circonstances actuelles une autre phrase libératrice qui permettra d'évacuer le trop plein de rancunes, de rancœur et d'incompréhension ? C'est la question que se posent les envoyés spéciaux de « L'Equipe » [Michel Clare et Serge Lang – N.D.A.] et à laquelle M. Pierre Mazeaud, ministre de tutelle, attendu aujourd'hui à Val d'Isère, sera peut-être en mesure de répondre. »⁽¹⁷⁾

Pour mettre de l'huile sur le feu, il est difficile de faire mieux ! Un passage notamment, celui faisant référence à l'incident de Jean Vuarnet à Cortina, me paraît irresponsable. N'y lit-on pas en filigrane une invitation à la rébellion ? Allez-y, révoltez-vous et vous aurez la tête de vos entraîneurs et dirigeants, pareille démarche a déjà été faite avec succès à Cortina et cela débouchera sur « **d'innombrables triomphes et l'avènement de champions merveilleux..** ».⁽¹⁷⁾

Après lecture de cet article, la cosignature du collègue de Michel Clare parut à tout le moins étrange puisque le rôle de journaliste de Serge Lang se doublait d'une position de dirigeant en sa qualité de représentant français à la Fédération Internationale de Ski (FIS) comme président de la Commission de la Coupe du monde...

L'article de *L'Equipe*, ce samedi matin 8 décembre 1973, conforta les champions contestataires dans l'idée qu'ils évoluaient sans contraintes dans leur « bulle », en marge du système fédéral et même des règles sportives les plus élémentaires. Ils persistent à croire que tout leur était permis. Au vrai, skieurs et skieuses n'avaient-ils pas été à l'origine des départs de deux directeurs d'équipe notoires, René Sulpice en 1970 (*putsch n°1*) et Jean Béranger en 1972 (*putsch n°2*) ?

Mentionnons encore la tentative avortée de La Foux d'Allos (*putsch n°3*) commencée par un mouvement de grève des coureurs soutenus, cette fois-ci, par d'anciens dirigeants et quelques fournisseurs.

LE PRECEDENT DE LA FOUX D'ALLOS

La référence aux événements de la Foux d'Allos mérite un éclairage particulier car ils préfigurent ceux de Val d'Isère :

Les championnats de France 1973 furent organisés au mois de février à La Foux d'Allos, station des Alpes de Haute-Provence. Dix-sept coureurs appartenant aux groupes « A » et probatoire, sous l'influence des « anciens » de l'équipe, refusèrent de prendre le départ de la descente sans prévenir leurs entraîneurs. Le départ de la course fut retardé de plus d'une heure. Après intervention de Georges Joubert, les « grévistes » prirent le départ mais sans conviction... Ils finirent tous parmi les derniers du classement, Henri Duvillard, le meilleur descendeur en titre et 15^e au classement mondial, figurant à la 64^e place... et 144,94 points FIS!



[Réaction officielle fédérale](#) à l'issue de la course : **« Les membres du Comité de direction de la FFS présents se sont réunis avec les responsables sportifs, notamment Jean Vuarnet, président de la Commission sportive, pour entendre, individuellement, les coureurs concernés, convoqués à cet effet. Devant le refus collectif de ces derniers de fournir des explications individuelles, les membres présents ont pris la décision de dissoudre, immédiatement, les équipes de France masculine « A » et probatoire »** ⁽¹⁸⁾. Joseph Comiti, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, informé de cette décision, l'approuva.



La sanction fut ensuite commuée par la Commission de discipline de la FFS en une suspension de deux semaines pour les instigateurs de la révolte (les « anciens ») et à un blâme pour les coureurs solidaires. Cette décision permit à Jean-Noël Augert, Henri Duvillard et Roger Rossat-Mignod de participer aux dernières épreuves de Coupe du monde de la saison.

« Si les attendus de la réunion ne précisait pas que ces skieurs seraient exclus à la première incartade, je n'aurais pas poursuivi ma mission » ⁽¹⁹⁾ déclara alors Georges Joubert.

Quant à Maurice Martel, comme il le révélera plus tard, il s'engagea vis-à-vis de chacun des skieurs sanctionnés puis réintégrés, les enjoignant de n'exprimer leurs doléances éventuelles qu'auprès de lui...

Neuf mois plus tard, à Val d'Isère, les champions sur la sellette ne se souviendront plus, hélas, ni de la mise en garde de la commission de discipline de la FFS ni du contrat moral que le président de la FFS avait passé avec eux...

Les événements de La Foux d'Allos ne furent pas le prétexte à un déchaînement médiatique. Citons le commentaire de Michel Clare dans *L'Equipe*, représentatif de l'ensemble de la presse : **« Cette fois, on ne pouvait plus accepter une attitude de faiblesse... Et nous pouvions approuver cette vigueur, celle d'un coup de poing sur la table, d'autant plus qu'elle fut suivie d'une clémence dans les sanctions définitives. »** ⁽²⁰⁾

La réplique d'Honoré Bonnet, devenu procureur à l'encontre de ses successeurs depuis le Congrès de juin 1972, se démarqua sans nuance de l'opinion majoritairement favorable aux décisions fédérales : **« Ce n'est pas une sanction, c'est un crime de lèse-sport »** ⁽²¹⁾



L'unique différence entre la conclusion de l'épisode de la Foux d'Allos et celles intervenues au terme de quelques luttes intestines préalables au sein des équipes nationales, fut l'attitude de la Fédération : au lieu de prendre parti pour les athlètes aux dépens des cadres techniques, comme précédemment, elle plaça cette fois-ci les fautifs face à leurs responsabilités : **« Imputer les causes de l'affaire à la venue au pouvoir de Jean Vuarnet et Georges Joubert est une explication erronée. Le point de rupture est intervenu à l'occasion des championnats de France de cette année pour une raison déterminante : Jean Vuarnet et Georges Joubert n'ont pas abdicé face à une situation devant laquelle leurs prédécesseurs avaient l'habitude de céder »** ⁽²²⁾

Ce n'est pas parce que les « grévistes » refusèrent de justifier leur mouvement qu'il n'existait pas une explication sous-jacente... Les personnes proches de l'équipe de France (entraîneurs, officiels) subodoraient la raison du refus -- même si certaines feignaient de l'ignorer -- depuis les meilleurs temps des descentes d'entraînement réalisés par **Éric Stahl**, étudiant en médecine à l'Université de Grenoble, devant le regretté **Jean-Pierre Puthod**, étudiant à HEC, tous deux membres du... Grenoble Université Club.



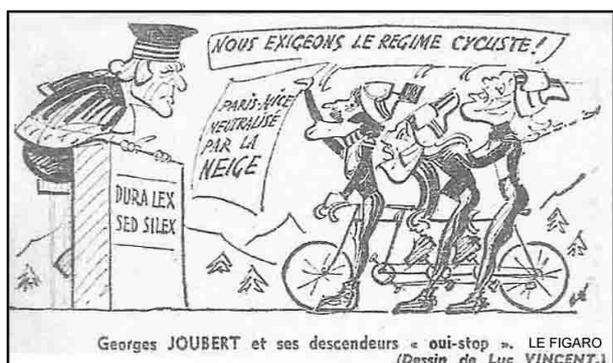
JEAN-PIERRE PUTHOD



ERIC STAHL

L'éventualité d'une victoire d'un Guciste au championnat de France infirmait les arguments de ceux qui claironnaient à l'envi l'incompétence présumée de Georges Joubert et de ses entraîneurs afin de les déstabiliser. Aussi bien, pour éliminer le risque d'un échec qu'ils auraient considéré comme une humiliation, les chefs de file présumés les plus rapides sur le papier imaginèrent-ils ce grotesque stratagème avec l'aval de certains partenaires du *pool* des fournisseurs.

Les leaders du mouvement convainquirent les plus jeunes coureurs de ne pas prendre le départ de la descente à cause du danger occasionné par un vent jugé excessif. Il est exact que son souffle était plus accusé que les jours précédents mais il n'appartient pas



aux concurrents de retarder ou d'annuler une course, cette responsabilité appartenant au jury de l'épreuve et à son délégué technique.

Cet incident est une preuve supplémentaire de la mentalité qui régnait au sein des équipes de France, mentalité choquante parce que méprisante à l'égard des adversaires, de la centaine de

bénévoles occupés à l'organisation de la compétition et des responsables d'une station non huppée qui avaient consenti à de gros efforts financiers.

Pour la petite histoire, l'épreuve de descente se déroula sans problème technique ce jour ce jour-là...

L'article de *L'Equipe* aux championnats de France, sous la signature de Michel Clare, traduit une tendance générale de la presse à la modération. En revanche, le rendez-vous du Critérium de la Première Neige à Val d'Isère, neuf mois après, mit en ébullition la gent journalistique, beaucoup plus nombreuse il est vrai qu'à La Foux d'Allos.

Quelques reporters, sans sous-estimer la tension ambiante, plaidèrent en vain pour un dénouement de bon sens : **« Espérons que les skieurs et les skieuses de l'équipe de France et leurs dirigeants sauront faire face à cette situation difficile. Il faut attendre pour juger des résultats d'une politique de longue haleine, mais elle ne peut porter ses fruits que si la confiance règne. C'est seulement dans le travail et dans la compréhension mutuelle et non dans la contestation que se trouve la solution du problème. »** ⁽²³⁾

Une position conciliante très contrastée avec celle virulente de *L'Equipe*, exprimée dans l'article cosigné Michel Clare et Serge Lang, faisant miroiter aux frondeurs des lendemains qui chantent dans le cas d'une rébellion victorieuse.

Vingt-quatre heures plus tard, le samedi 8 décembre, le scénario de la seconde manche du slalom géant confirma la régression du trio des « anciens ». Explication d'Henri Duvillard : **« La neige était ici verglacée. Or depuis le début de la saison nous avons continuellement skié sur de la neige douce... Le résultat n'a donc rien d'étonnant et nous n'y sommes pour rien »** ⁽²⁴⁾... Le Megévan aurait pu mentionner que l'opération du ménisque à un genou l'avait privé d'un certain nombre de stages. De plus, il n'assuma pas ses accusations, son « nous » associant celles-ci à quelques-uns de ses coéquipiers. Son attitude ne fut pas appréciée par certains journalistes. **« Henri Duvillard, lequel a tenu vendredi soir des propos inadmissibles cherchant des excuses, accusant les entraîneurs de sa carence, comme s'il n'était pour rien dans cette place de 40^e indigne du champion qu'il a cessé d'être. »** ⁽²⁵⁾

Dans l'aire d'arrivée de la Daille, les reporters radio ouvrirent avec gourmandise leurs micros aux rafales de confessions de tous bords mêlant dépit, rancune, mauvaise foi et colère. Pour leur part les coureurs, encouragés par les prises de position d'une partie

de la presse, adoués et manipulés par d'anciens champions en renom, dirigeants et responsables de l'encadrement, de certains fournisseurs aussi, préférèrent des déclarations corrosives qualifiées par la presse écrite d' « acerbes », d' « excessives », de « virulentes », d' « explosives », de « tonitruantes », d' « acides », d' « intempestives », d' « inadmissibles »... Le *putsch* n°4 était en route!

Au fil des heures de ce samedi 8 décembre 1973, le ski français se trouva placé sur un baril de poudre. La situation commanda que fût prise une décision ferme par des responsables qualifiés.

Ainsi se constitua une sorte de « Conseil des sages » composé de cinq personnalités : [Maurice Martel](#), président de la FFS, dirigeant de longue date et artisan des grandes équipes de France des années 60; [Jean Vuarnet](#), champion olympique de descente 1960, vice-président de la FFS, président de la Commission sportive nationale, ancien patron du ski italien qu'il hissa au faite de la hiérarchie mondiale chez les messieurs durant l'olympiade 1968-1972; [Georges Joubert](#), président du GUC et responsable national du ski de compétition; [Roger Chastagnol](#), président du Comité descente-slalom à la FFS (Vuarnet, Joubert et Chastagnol occupaient leur fonction depuis le Congrès de Juan-les-Pins, au mois de juin 1972). Enfin [Pierre Mazeaud](#), secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports et alpiniste réputé, de passage à Val d'Isère, qui s'associa aux quatre officiels fédéraux.

Le climat passionnel de ce « samedi noir » se trouva aggravé par une réalité oubliée à dessein par les uns, par méconnaissance du dossier par le plus grand nombre, à savoir la condition de « sursis » dans laquelle se trouvaient placés les coureurs depuis la « grève » de La Foux d'Allos.

Contrairement aux rumeurs, la décision du « Comité des sages » ne fut prise ni à chaud ni sur un coup de tête. Les cinq participants se réunirent le samedi soir et après une longue discussion et l'étude de plusieurs scénarios, décidèrent de se laisser une nuit de réflexion avant de se retrouver tôt le lendemain matin pour décider du verdict.

La décision, intervenue à l'issue de cette ultime entrevue, fut communiquée à la presse



9 décembre 1973 - 12h30 - Annonce de la sanction

le dimanche 9 décembre, à 12h30, par Maurice Martel, au rez-de-chaussée de l'immeuble *Portillo*. Un pied de nez à l'histoire, en la circonstance, le nom du bâtiment évoquant la station chilienne où le ski français s'illustra au

Championnat du monde 1966 avec la conquête de seize médailles...

Termes du communiqué lu par le président de la FFS : « **Après avoir consulté Georges Joubert et les responsables des équipes de France et en accord avec le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, j'ai décidé de procéder à une**

rénovation et au rajeunissement de ces équipes. En conséquence, ne font plus partie des équipes de France les coureurs dont les noms suivent : [Ingrid Lafforgue](#), [Britt Lafforgue](#), [Jean-Noël Augert](#), [Henri Duvillard](#), [Patrick Russel](#) et [Roger Rossat-Mignod](#). Cette mesure doit permettre de retrouver un climat nécessaire pour une bonne préparation des futures compétitions et notamment des jeux Olympiques d'Innsbruck de 1976. J'ajoute que j'ai annoncé ces dispositions aux athlètes il y a un quart d'heure. »

Dans un premier temps, les exclusions de Patrick Russel, d'Henri Duvillard et de Roger Rossat-Mignod, les trois « anciens » ayant participé aux épreuves de Val d'Isère à l'issue desquelles ils contestèrent leur encadrement et leurs dirigeants, étonnèrent moins que celles de Jean-Noël Augert, blessé (entorse d'une cheville) et chez lui à La Toussuire, d'Ingrid et Britt Lafforgue.

En fait, il s'agissait moins d'une sanction à l'encontre des trois « rebelles » de Val d'Isère que l'élimination de l'équipe de France – et non la radiation de la FFS ! -- de tous les coureurs à qui étaient reprochés une attitude et un comportement jugés non conformes aux nouvelles dispositions sportives et éducatives décidées dix-huit mois plus tôt par la Fédération.

Rappelons que la sentence fut entérinée le 15 janvier suivant par le Comité directeur de la FFS qui, s'il l'avait souhaité, était légitimé pour prononcer un autre jugement.

La famille montagnarde dans son ensemble prit la défense des exclus, la plupart par simple solidarité avec des coureurs de son milieu. Quelques-uns allèrent plus loin en qualifiant la peine d' « **un règlement de compte inacceptable** » (Syndicat des moniteurs) ou de « **combinaisons machiavéliques, vicieuses et méchantes** » (Honoré Bonnet).

Pourtant, quand on relit les déclarations de Jean Vuarnet et de Georges Joubert à la presse, après la seconde manche du slalom géant, c'est-à-dire à la veille même des condamnations, on constate que les deux responsables étaient encore enclins à trouver une solution de compromis et d'entente de raison avec les coureurs.

Jean Vuarnet : « **Nous avons entrepris, au début de la saison dernière, d'assainir le climat général, de changer les méthodes et les habitudes. Les skieurs parmi les anciens n'ont pas encore compris. Ou bien nous emploierons la hache et nous abattons tout pour repartir de zéro, mais je ne suis pas partisan de ces positions extrêmes, ou alors nous choisissons la solution intermédiaire, celle adoptée au sein de l'équipe masculine. Je pense que c'est le plus raisonnable. Il faut savoir patienter. Mais il y a des héritages qui sont lourds à supporter.** »⁽²⁴⁾

Georges Joubert rappela la cause majeure des échecs et mit sur le compte d'une grosse désillusion les critiques acerbes des leaders de l'équipe à la fin de l'épreuve : « **La neige verglacée nous en avons cherché partout. En Italie, en Autriche et en France. Rien. Alors que pouvait-on faire? Nous n'avons pas des budgets élastiques et il faut travailler avec les moyens que nous avons... Quant à ceux qui contestent les compétences des entraîneurs, et je pense principalement aux**

anciens, je préfère croire qu'ils l'ont fait sur le coup de la colère et après une cruelle défaite. Nous possédons un encadrement irréprochable, des entraîneurs qui conseillent et qui dirigent. Cela peut en gêner certains. » ⁽²⁴⁾

Un journaliste, de son côté, témoigna de l'attitude conciliante du vice-président de la FFS et du directeur des équipes: **« Nous pouvons témoigner que, samedi matin, après une longue conversation que nous avons eue avec ces derniers [Jean Vuarnet et Georges Joubert] il n'était apparemment question que de solliciter du Ministre la réunion de tous les skieurs pour qu'il les place devant leurs responsabilités et leur ordonne le silence et le calme jusqu'aux Championnats du monde »** ⁽²⁶⁾

Un mois avant l'épilogue de Val d'Isère, les « anciens » avaient pourtant laissé croire qu'ils étaient prêts à collaborer avec la direction des équipes de France: **« Nous pensons, en effet, que Henri Duvillard et ses pairs étaient sincères quand ils nous confiaient récemment qu'ils souhaitaient vivre en bonne intelligence avec leurs dirigeants jusqu'aux Championnats du monde 1974 de Saint-Moritz. Ils se sont finalement retrouvés pris au piège de mauvais conseillers aigris ou assoiffés d'ambition qui ont su machiavéliquement exploiter leur naïveté et leur faiblesse de raisonnement. »** ⁽²⁷⁾

Il faut méconnaître les structures d'une Fédération sportive et le fonctionnement de celle-ci en regard de son institution de tutelle -- ministère des Sports ou, en l'occurrence, secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports --, ou bien exprimer une mauvaise foi impressionnante, pour laisser croire depuis près de quatre décennies que la décision fut prise seulement, voire même proposée ou soutenue, par le seul Georges Joubert !

Maurice Martel, président d'expérience, dirigeant à la compétence avérée dans le domaine du ski de compétition de haut niveau, connaissait bien les six champions depuis leurs débuts en équipe nationale Espoir. Il exprima à plusieurs reprises qu'il assumait à cent pour cent la décision de Val d'Isère : **« J'ai pris seul "la" décision ».** ⁽²⁸⁾ Il regretta également son indulgence après la révolte des coureurs de La Foux d'Allos, une indulgence qu'il qualifia **« [d'] impropre à éteindre les brûlots allumés par ceux qui avaient formé le projet de transformer le monde du ski à leur image. C'est-à-dire un monde qui adore un Dieu qui n'est pas le nôtre... »** ⁽¹⁾.

Quant à Georges Joubert, dans un mémo interne jamais publié, il indiqua que sa responsabilité pour la décision de Val d'Isère **« était de vingt pour cent, ni plus, ni moins. »**

Au vu des attendus du Comité de discipline de la FFS après la crise de la Foux d'Allos, précisant que les skieurs sanctionnés seraient exclus des équipes nationales à la première incartade, les éliminations d'Henri Duvillard et de Roger Rossat-Mignod devenaient automatiques à Val d'Isère. A l'inverse de celles de Patrick Russel, pas mêlé à la « grève » des descendeurs au championnat de France, de Jean-Noël Augert et des sœurs jumelles Lafforgue, tous trois nullement concernés par ce mémorable slalom géant facteur déclenchant du *clash*.

Fut-ce cette différence de procédure qui motiva la démission de Jean Brunier, président de la Commission de discipline de la FFS, donc partie prenante de la décision de la Foux d'Allos ? Pourtant, les termes du communiqué final du dimanche 9 par le président Martel furent explicites quant à la volonté fédérale de procéder à « **Une rénovation et au rajeunissement des équipes.** »... une procédure occasionnellement employée par les fédérations sportives confrontées à des situations similaires à ceux que la FFS à connues à l'époque.

De leur côté, les athlètes, dans une déclaration commune lue par Ingrid Lafforgue dans l'après-midi dominical, indiquèrent que les coureurs ne s'estimaient pas conscients des fautes éventuelles qu'ils auraient pu avoir commises ou qui leur étaient reprochées : « **Quand nous serons mieux informés sur les raisons exactes de cette décision, nous serons en mesure de vous donner plus d'information.** »



Deux Avalins célèbres, Jean-Claude Killy et Marielle Goitschel, furent évidemment invités par la presse à donner leur avis. Le triple champion olympique 1968 prit fait et cause pour ses cadets à l'inverse de Marielle Goitschel. Celle-ci, sans mâcher ses mots, livra comme à son habitude un avis tranchant : « **Moi, je les aurais virés plus tôt** »⁽²⁹⁾ avant d'ajouter « **...je trouve qu'aujourd'hui ce sont Joubert et Vuarnet qui ont raison de vouloir réellement donner une formation aux jeunes. Bonnet avait fait de nous des bêtes à skier, or il n'y a pas que cela dans la vie...** »⁽²⁹⁾

PRESSE FRANÇAISE ET... AUTRICHIENNE DIVISÉES

Les journalistes, traditionnellement présents en nombre au Critérium de la Première Neige, traitèrent évidemment sans parcimonie ce qui deviendra bientôt l'*Affaire de Val d'Isère* dans la mémoire collective et qui reste, à ce jour, la plus grave crise de l'histoire du ski français.

Tous ne partageaient pas une égale connaissance du dossier quand la crise, latente en vérité depuis le Congrès de la FFS en juin 1972, atteignit son paroxysme les 7, 8 et 9 décembre 1973 dans la station de la Haute-tarentaise. Moins nombreux que leurs collègues présents à Val d'Isère, les rares spécialistes du ski alpin qui couvraient en totalité les épreuves de Coupe du monde en France et à l'étranger, puisèrent dans leur vécu pour étayer leurs textes à la fois critiques à l'encontre des champions et de ceux qui

les avaient encadrés dans le passé ou favorables à la nouvelle politique sportive fédérale.



Bernard Père, Franza, Montredon... » ⁽³⁰⁾

Les chroniqueurs qui ne prirent pas inconditionnellement le parti des coureurs furent qualifiés d'être « à la botte » de l'encadrement. Jean-Noël Augert : « **Je l'ai vraiment en travers. Il[s] nous on[t] fait passer pour des voyous, avec l'aide de journalistes qui étaient à leur botte :**

Sachons raison garder. Tous les reporters de sport ne sont pas aveuglés par leurs relations privilégiées avec les champions et leur encadrement. Deux des trois journalistes cités, Dominique Franza et Yves Montredon, suivaient, le premier pour *France Soir*, le second pour *Le Figaro*, les équipes de France depuis plusieurs saisons et, à ma connaissance, la virulence de leurs prises position ne fit l'objet d'aucun droit de réponse.

Quelques-uns de leurs confrères témoignèrent de compréhension à l'endroit des champions exclus, selon eux moins coupables que victimes des dérives inhérentes au développement socio-économique exponentiel des sports d'hivers français.

Mais d'autres partagèrent l'opinion de ceux qu'Augert estimait être « à l[a] botte » ⁽³⁰⁾ de Jean-Vuarnet et Georges Joubert :

Jean Cormier (*Le Parisien libéré*) : « **Il est évident que les skieurs se sont fait hara kiri en critiquant l'entraînement et les entraîneurs, en remettant en cause les compétences de leur directeur, Georges Joubert, ils n'ont pas, par la même, respecté l'accord tacite, suivi d'un armistice si l'on veut, qu'ils avaient passé avec leur directeur technique durant les stages pré-saisonniers** » ⁽³¹⁾

Jean Dumas (*L'Aurore*) « **... une sélection [en équipe de France] est un honneur et un bonheur et non une corvée ou un sacrifice, comme l'insatisfaction permanente de Duvillard pouvait le laisser croire.** » ⁽²⁵⁾

Il serait injuste de formuler une conclusion manichéenne entre « méchants » et « gentils » journalistes de la presse écrite, les appréciations des uns et des autres ne relevant pas de la pensée unique. Par exemple, on distingua une différence d'interprétation des événements entre les publications majeures de la région concernée et leurs confrères régionaux et nationaux. *Le Dauphiné Libéré* et *Le Progrès de Lyon* se montrèrent tolérants envers les skieurs sanctionnés pour des raisons évidentes : ils appartenaient à leur lectorat ainsi que la majorité des firmes -- locomotives économiques des départements alpins ! -- qui les équipaient et les soutenaient...

Dans ce salmigondis, comment se positionna le quotidien sportif dont la renommée s'étend bien au-delà de l'Hexagone ? Les opinions exprimées dans *L'Equipe* en date des 10 et 11 décembre furent surprenantes en regard des écrits de l'avant-veille : « **Nous**

sommes convaincus qu'avec plus de psychologie l'incident de Val, dont les premiers responsables ne sont pas les coureurs, mais d'anciens dirigeants, eût pu être évité ».⁽³²⁾ Ou encore « **Personne ne peut contester que dans le malaise de Val d'Isère, d'anciens dirigeants, entraîneurs ou officiels, plusieurs représentants de firmes, ont joué un rôle de premier plan. Et on ne pouvait sanctionner que les coureurs qui, en définitive, ont été les victimes de ces querelles qui durent depuis des années.** »⁽³³⁾

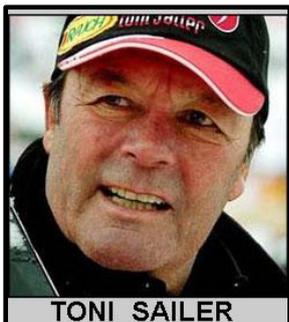
Le journal éprouva, semble-t-il, des difficultés à rester sur la même ligne éditoriale. Pour ses deux collaborateurs la responsabilité changea de camp en l'espace de quarante-huit heures ! Michel Clare et Serge Lang souhaitèrent-ils oblitérer leur appel à peine déguisé à la rébellion, contenu dans leur article cosigné du 8 décembre, appel qui se révélera sans résultat ? Valse-hésitation qu'on trouve encore dans leur nouvelle perception de l'état d'esprit des skieurs : « **Que les coureurs et certains membres de leur entourage aient eu des torts, nul ne le contestera, et même pas les intéressés eux-mêmes** »⁽³⁴⁾.

Michel Clare, professionnel indépendant, connu pour sa rigueur morale et sa connaissance approfondie du sport, avait exprimé sans ambages son soutien aux dirigeants de la FFS à trois reprises ! Une première fois après leur prise de fonction en juin 1972: « **C'est une révolution dont le mérite incombe à Jean Vuarnet et à Georges Joubert et qui dessine la voie d'un statut du sportif français conçu de manière réaliste... et respectant la morale sportive.** »⁽³⁵⁾ Une deuxième fois lors de l'épisode de la Foux d'Allos, comme rappelé précédemment, et finalement une semaine avant Val d'Isère, en conclusion d'une longue enquête au cours de laquelle il résuma les solutions apportées par la nouvelle équipe: « **A la veille de la saison, voila un bilan qui se présente, disions nous, sous un aspect singulièrement positif. Au reste l'entraînement a été mené rondement depuis le mois de mai...** »⁽³⁶⁾

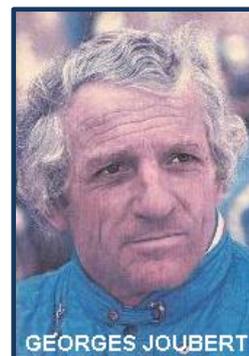
Comment expliquer ce flottement, pas anodin dans le climat exacerbé de ce conflit, quand on sait l'influence du quotidien sportif ? Fait rarissime, l'article du 8 décembre (« *Le courant est irréversible* ») et celui du 10 décembre (« *Exécution et sabotage* ») furent cosignés par les deux journalistes. Cette constatation fournit un indice : Serge Lang était le leader de la rubrique mais ses prérogatives dans le monde du ski international dépassaient le cadre de son journal employeur comme nous le verrons plus loin.

Les positions contradictoires n'épargnèrent pas la presse étrangère, celle d'Autriche notamment, pour laquelle le ski est un sport national. « **L'exclusion est considérée comme un « scandale » par les commentateurs autrichiens qui prennent nettement position contre Joubert** »⁽³⁷⁾. A rebours, un confrère rappela la crise analogue vécue par le ski autrichien dix-sept ans plus tôt et qui lui permit de renouveler ses cadres pour un renouveau victorieux : « **Trois mois avant les Jeux de Cortina, en 1956, Fred Rossner procéda à l'exclusion de six champions en place. On les appela les « rebelles de l'Arlberg » et, dans le nombre, il y en était qui pouvaient prétendre à l'une ou l'autre médaille olympique. Les jeunes prirent définitivement leur place et à Cortina, Toni Sailer, Andreas Molterer et [Walter] Schuster firent la loi...** »⁽³⁸⁾.

Huit jours après Val d'Isère, la télévision autrichienne organisa dans la station de Zell am Zee un face-à-face Sailer – Joubert au cours duquel, en réponse à une question du triple champion olympique 1956, le Français répondit : « **Le malheur, pour nous, est que la carrière de Killy a été émaillée d'incidents scandaleux qui ont empêché la fédération de faire appel à lui. Les dirigeants de clubs et de Comités régionaux n'auraient pas compris.** » ⁽³⁹⁾



TONI SAILER



GEORGES JOUBERT

La réponse de Georges Joubert faisait allusion à des faits extra sportifs mettant en scène Killy. J'aurai l'occasion de les rappeler plus loin.

L'élimination de six de ses chefs de file privait le ski français d'un potentiel de médailles non négligeable. Comment imaginer Georges Joubert assez masochiste pour, à lui seul, décapiter un effectif à deux mois des Championnats du monde 1974 ? Au reste, le dimanche 9 décembre, à 6h30 du matin, soit quelque cinq heures avant le communiqué fatidique lu par le président Martel, Joubert entra dans la chambre de Gaston Perrot et de Georges Hottegingre, respectivement directeur et entraîneur de l'équipe féminine, pour leur annoncer : « **Une décision extrêmement grave a été prise cette nuit... je pense qu'il s'agit là d'une très lourde erreur.** » Et d'ajouter un peu plus tard à Perrot : « **Connais-tu un directeur d'équipe nationale assez fou pour évincer ses meilleurs éléments à deux mois des Mondiaux ?** »

Trente-sept ans plus tard, le 27 février 2010, à Morzine qui fêta le 50^e anniversaire de la médaille d'or aux jeux Olympiques de Squaw Valley de Jean Vuarnet, son fils Alain écrivit la lettre suivante : « **Sachez que, lorsque la décision a été prise au plus haut niveau, celui qui a fait de la résistance à cette sanction, celui qui a défendu ardemment les skieurs, n'est pas celui que vous semblez viser depuis des lustres, en effet votre défenseur le plus ardent face à cette exclusion à vie a été M. Joubert entraîneur de l'équipe de France de 1973.** » A qui s'adressa cette missive ? Aux six athlètes sanctionnés qui refusèrent de s'associer à la cérémonie. Explication fournie par le site de "l'Association des anciens internationaux du ski français (AISE)" : « **Conviés par le maire de Morzine à la "fête à Jean" (comme tous les anciens de l'équipe de France), les bannis de 73 ont jugé l'invitation "humiliante" et ont rendu publique leur indignation et leur refus** » d'en être : **jamais ils n'ont reçu d'explication argumentée à leur éviction et encore moins un début d'excuse et de repentir.** »

Les sportifs, quelles que soient leurs disciplines, surtout ceux qui connaissent les qualités humaines du champion olympique que fut Jean Vuarnet, son parcours professionnel et ses engagements de dirigeant en France et en Italie, apprécieront...

Un verdict de clémence aurait-il ramené la sérénité au sein des groupes nationaux pour la suite de la saison à Saalbach, Zell am See, Schladming, Garmisch, Wengen, Kitzbühel, Saint-Moritz ? Il est permis d'en douter.

D'autant que l'ambiance se tendit rapidement à nouveau, cette fois-ci entre les techniciens des firmes et les entraîneurs. **« Après Val d'Isère, la Fédération a adressé une circulaire à tous les techniciens pour leur préciser leurs prérogatives et pour leur rappeler que leur mission doit s'exercer dans le cadre des instructions fédérales. Il leur a été demandé de signer cette circulaire sous peine de ne plus être accrédités par la FFS dans les compétitions. Cette mesure, rendue indispensable par les circonstances, déclencha une levée de boucliers ... les techniciens se refusant à une efficace et saine collaboration. »** ⁽⁴⁰⁾

Ce nouveau conflit d'autorité aurait distendu un peu plus les liens entre les entraîneurs fédéraux et les « anciens » si ces derniers n'avaient pas été sanctionnés. Dans quel climat nocif les jeunes et inexpérimentés titulaires auraient-ils préparé le rendez-vous mondial de Saint-Moritz ? Et puis, comme l'écrivit Roger Debaye, le directeur de la revue *Ski Français* dans le numéro du mois de janvier 1974 : **« Il est probable que, comme le Phénix qui renaissait de ses propres cendres, le ski français renaîtra des siennes. D'autant que, dans ce domaine, ce n'est pas la matière première qui lui manque. »** ⁽⁴¹⁾

Message d'espoir et texte prophétique puisque, quelques



jours plus tard, avec quatre médailles, dont deux d'or, le bilan français se révéla satisfaisant, sinon exceptionnel à le comparer avec ceux des vingt sept Championnats du monde et jeux Olympiques organisés depuis cette date. En effet, ce total n'a jamais été



FABIENNE SERRAT

battu, seulement égalé, relativement, aux JO 2002 à Salt Lake City, E-U (avec l'addition du super-G masculin et féminin, soit l'attribution de six médailles supplémentaires) et deux fois encore au Mondial 2011 à Garmisch (Allemagne) et au Mondial 2013 à Schladming (Autriche) avec l'introduction au programme d'une épreuve



JACQUELINE ROUVIER - MICHÈLE JACQUOT

par équipes (soit neuf médailles de plus qu'à Saint Moritz), une course hybride de slalom-slalom géant parallèle, au demeurant sans signification technique, boudée d'ailleurs par quelques nations lors de son introduction à Garmish. Le résultat de 1974 reste donc le meilleur jamais enregistré en pourcentage de médailles depuis 40 ans (17% versus 13% en 2002 et 12% en 2011 & 2013)... Pas mal pour des cadres techniques jugés incompétents par les coureurs contestataires à Val d'Isère :

« Certains entraîneurs ne nous paraissent pas assez qualifiés. » ⁽¹²⁾

UN DEBAT TECHNIQUE PERNICIEUX

Le différend « anciens » de l'équipe de France – direction technique, celle-ci incarnée par Georges Joubert, alimenta bien des discussions depuis l'élection de la nouvelle équipe fédérale, en juin 1972, jusqu'au dénouement de Val d'Isère.

Interrogés sur leurs rapports avec leur « patron », les skieurs cristallisaient l'essentiel de leurs griefs sur un schisme technique. Jean-Noël Augert par exemple : « ***J'étais le meilleur slalomeur mondial et on voulait me faire changer ma technique. Il fallait skier à la Russel » et on ne se laissait pas faire... on était là, avec notre façon de skier et de vivre. « Il » [Georges Joubert] n'arrivait pas à faire ce qu'il voulait avec les jeunes qui arrivaient derrière nous. « Il » voulait que tout le monde skie de la même façon ... et comme il le souhaitait. Quand on était plus jeunes, quand on faisait du ski libre, on se mettait derrière Killy, Périllat ou Lacroix et on essayait de les imiter. Le problème, c'est que les jeunes voulaient faire comme nous et que notre technique ne plaisait pas.*** »⁽⁴²⁾

A mon humble avis, je donnerai raison à l'un et à l'autre, à la nuance près que l'emploi du « on » par Augert me paraît quelque peu abusif. Le champion du monde 1970 était indéniablement un skieur exceptionnel et je ne compte pas les fois où Joubert s'émerveilla de la finesse de ses appuis [sur le ski intérieur] et de son style sobre et efficace. En revanche, son style était personnel, donc très difficile à imiter avec succès par d'autres coureurs.

La technique émergente à cette époque évolua progressivement vers celle en pratique encore aujourd'hui. Elle était plutôt l'apanage de Patrick Russel, de l'Italien Gustavo Thoeni ou du Suédois Ingemar Stenmark qu'une réplique de celle d'Augert.

Ce dernier, à juste titre, s'échina à conserver son expression qui l'avait propulsé au faîte de la hiérarchie mondiale. Mais les observations de Georges Joubert, selon moi, n'avaient pas pour dessein de changer la méthode du champion mais seulement d'en affiner certains aspects. Gaston Perrot se souvient d'une remarque de Georges Joubert : « ***Jean-Noël est champion du monde en skiant sur l'intérieur, on n'y touche pas !*** »

Alors, défaut flagrant de communication ? Oui, bien sûr, mais encore aurait-il fallu que Jean-Noël Augert fût doté d'un caractère d'airain et surtout mieux conseillé au-dehors de l'équipe pour repousser les pressions tous azimuts d'un environnement montagnard réfractaire depuis plus de vingt ans aux théories de l'universitaire grenoblois ! Ce faux débat technique, entretenu pas innocemment par des esprits partisans, eut des conséquences nuisibles et participa dans une large mesure à la dégradation de l'ambiance au sein des équipes et, *in fine*, à la détérioration de l'édifice.

Cela dit, j'estime que Georges Joubert faisait le bon choix en orientant les jeunes coureurs vers une technique contemporaine qui faisait ses preuves et qui était plus susceptible de favoriser leur progression. Cette option relevait de sa responsabilité de

directeur et non de celle des anciens de l'équipe en dépit de leur appartenance au gotha du ski mondial.

Dans l'*Affaire de Val d'Isère*, Il est impossible d'occulter le rôle des fournisseurs des équipes de France (skis, chaussures, bâtons, fixations, bonnets, vêtements, etc...). Ces derniers, deux douzaines à l'époque, tous français, étaient regroupés dans un *Pool* présidé par M. André Montant (pulls) qui subvenait à un peu plus de 50% du budget compétition, le solde se répartissant sensiblement à parité entre la Fédération et le Ministère de tutelle.

Le fabricant de skis *Rossignol*, poids lourd de ce *Pool*, exploita commercialement en France et à l'étranger les campagnes victorieuses du ski français dans les années 60, avec notamment les JO 1968 de Grenoble organisés à proximité de son usine de Voiron. Et ce grâce à une équipe de *marketing* habile et très performante puisque Jean-Claude Killy, le triple champion olympique, chaussait des skis... d'une marque concurrente (*Dynamic*), préparés par son ami Michel Arpin devenu son technicien personnel. Killy : « **Il [Arpin] était capable d'arrêter la production de l'usine Dynamic ...de faire fabriquer quinze paires de skis dans la nuit.** »⁽⁴³⁾

Au sein du groupe *Rossignol*, Gérard Rubaud, omniprésent sur tous les événements du ski de compétition, notamment sur les étapes de la Coupe du monde, s'employait avec efficacité à la direction du « Service compétition ». Son influence sur l'équipe de France s'exerça durant plusieurs saisons, notamment à l'époque bénie des podiums de prestige, au point que deux journalistes écrivirent plus tard : « **Le grand patron des équipes de France était le directeur de courses de la société Rossignol** »⁽⁴⁴⁾ ou son « **chef d'orchestre clandestin** »⁽⁴⁵⁾.

Rubaud et ses collègues techniciens représentant les fournisseurs, vivant à vase clos une grande partie de l'année aux côtés des champions et championnes, restant à leur écoute dans les hôtels et les *ski-room* où ils peaufinaient le matériel, devinrent souvent leurs confesseurs et leurs conseillers privilégiés...

Leur pouvoir occulte fut remis en question quand, arrivés aux commandes, Jean Vuarnet et Georges Joubert, désireux de contrôler tous les rouages de la compétition, entreprirent de rétablir l'autorité fédérale : « **Les fournisseurs de l'équipe de France ne peuvent plus intervenir directement. Mais leurs représentants tentent encore de saper le travail des dirigeants.** »⁽⁴⁶⁾

Devant leur perte d'influence, les firmes, par techniciens interposés, pour qui les champions étaient rois, n'eurent guère de difficultés à souffler les termes de la contestation aux coureurs les plus représentatifs. Certes, quelques heures après le *clash* de Val d'Isère, le *Pool* rendit public un communiqué plaidant pour une « **solution de compromis** »⁽⁴⁷⁾. Une décision apaisante mais par trop tardive et sans effet comme les observateurs le constatèrent un mois plus tard lors de la *classique* du Lauberhorn, à Wengen (Suisse) : « **Un ver demeurait dans la pomme : celui des relations entre les entraîneurs et les techniciens du Pool des fabricants. Ce n'était jamais la guerre ouverte, tout au plus des escarmouches isolées, des oppositions de personnes,**

bref une contestation larvée extrêmement pénible et qui peut décourager les meilleures volontés. » ⁽⁴⁸⁾

LA FFS TRAHIE PAR LES SIENS

Les fabricants ne figurèrent pas seuls parmi les acteurs de ce conflit que Georges Joubert qualifiera plus tard de « guerre des tranchées ». Florilège :

GEORGES 	<p>« D'un coté Jean Vuarnet et Georges Joubert, les nouveaux patrons du ski français. Élus en juin 1972, après la déroute des Jeux de Sapporo, pour appliquer une politique sportive nouvelle, attachée à restaurer le pouvoir fédéral, à réduire celui des fabricants, à contrôler les mouvements d'argent et à éduquer les athlètes. De l'autre, les vedettes de la sélection, Henri Duvillard et Patrick Russel en tête, soutenus par un puissant lobby contestataire où se côtoient Honoré Bonnet, directeur des équipes de France jusqu'en 1968, Jean Béranger, son successeurs jusqu'en 1972, Gérard Rubaud, l'influent directeur du service compétition de la firme Rossignol, et Serge Lang, président de la Commission de la Coupe du monde à la Fédération internationale » ⁽⁴⁹⁾</p>	D U V I L L A R D - R U S S E L - B O N N E T - B E R A N G E R - R U B A U D - L A N G
JOUBERT JEAN 	<p>- « Dans le groupe de la contestation se trouvent depuis des mois Honoré Bonnet, directeur des équipes de France jusqu'en 1968, son successeur Jean Béranger, Gérard Rubaud, directeur du service compétition de la firme Rossignol et Serge Lang, président de la Coupe du monde à la Fédération internationale de ski... » ⁽⁵⁰⁾</p>	
VUARNET	<p>- « Il [Jean Béranger] est le dernier à pouvoir se permettre de critiquer Vuarnet et Joubert, comme il le fit hier au micro de RTL, parlant de la dictature. Lui qui a failli, comme son « maître » Honoré Bonnet à sa tâche d'éducateur, lui qui a accepté la tricherie avant et pendant les Jeux de Sapporo » ⁽⁵¹⁾</p>	

Jean Béranger, instruit par son expérience personnelle, savait très bien que le meilleur moyen de miner la direction actuelle des équipes était d'aiguiser la vindicte des coureurs. Après un vote de défiance – vote qu'il avait courageusement sollicité à la fin de la saison de Coupe du monde à Heavenly Valley (E-U) -- n'avait-il pas déclaré avant de démissionner le 19 mars 1972 à Pra Loup : **« Mais comment redresser la barre et repartir en quelque sorte de zéro si je n'ai plus l'approbation des sportifs placés sous ma direction ? »** ⁽⁷⁾

Comme au bon vieux temps des flatteuses campagnes, Jean Béranger se retrouva au côté d'Honoré Bonnet mais pour un tout autre combat... Carrières pareillement illustres pour ces deux anciens patrons du ski de compétition français et leurs deux successeurs. Mais forcément un dialogue de sourds entre les deux tandems quant à la philosophie du sport et à son rôle formateur des jeunes individus :

« Vuarnet et Joubert ont les mêmes conceptions du sport... Ils mettent en place de nouvelles structures pour le recrutement, la formation sportive et sociale des jeunes en leur donnant la possibilité de faire de la compétition sans négliger les études ou la formation professionnelle. » ⁽⁵⁰⁾

- Georges Joubert : **« Notre tâche ne consiste pas à transformer des adolescents en bêtes à concours et à leur forger un esprit de commando... Notre responsabilité concerne aussi leur formation intellectuelle et leur avenir social afin qu'ils ne se trouvent pas déracinés quand ils abandonneront la compétition. »** ⁽⁵²⁾

Honoré Bonnet rejoignit le camp des opposants aussitôt connu le programme de Vuarnet et Joubert. Un programme dont l'aspect éducatif, il est vrai, tranchait radicalement avec la méthode « commando » appliquée auparavant pendant une décennie : **« Qui toléra naguère que les champions se conduisent en "mercenaires", sinon Honoré Bonnet ? »** ⁽²⁷⁾

En cela, sa défense inconditionnelle et un tantinet névrotique des six champions exclus s'inscrivit dans la logique de sa pensée : **« C'est un scandale ! Sur le plan de la moralité, il est inconcevable qu'une telle décision soit prise si tard...C'est à vomir. C'est la plus basse des bassesses auxquelles j'ai été confronté...Tout cela sent des combinaisons machiavéliques, vicieuses et méchantes. »** ⁽⁵³⁾

Réponse musclée du président de la section ski au Racing Club de France : **« Si M. Bonnet regrette sa gloire passée, il existe des moyens plus constructifs de redorer son blason que sa grossièreté et la démagogie dont il se fait « grand prêtre. »** ⁽⁵⁴⁾

Les déclarations d'Honoré Bonnet pesèrent d'autant plus lourd qu'il disposait d'un important réseau montagnard et médiatique et d'un soutien journalistique en la personne de son compagnon de longue date et ami Serge Lang : **« Depuis le printemps dernier, la France est représentée à la présidence du Comité alpin de la Fédération internationale de ski (FIS) par Honoré Bonnet. Elle est également représentée à la présidence de la Commission de la Coupe du monde au sein de la FIS par Serge Lang... qui n'a jamais dissimulé ses sympathies pour les idées directrices d'Honoré Bonnet plutôt que pour celles préconisées par Jean Vuarnet et Georges Joubert. »** ⁽⁵⁵⁾

Comment ne pas reprocher à Bonnet et à Lang leurs critiques des thèses de la nouvelle équipe dirigeante puisque leur position officielle à la Fédération française de ski leur commandait d'observer un devoir de réserve ? Le conflit d'intérêts concernait plus précisément Serge Lang qui disposait d'une tribune faisant autorité dans le monde du sport. A l'inverse de Michel Clare, il n'était plus seulement un témoin journaliste à

L'Equipe mais, aussi, un acteur comme dirigeant. Cette précision, comme nous l'avons vu, explique les contradictions du quotidien au moment de l'*Affaire*.

Dans sa position, peu importait à Serge Lang de soutenir les réformes de rénovation et d'assainissement de la FFS. Artisan majeur de la création de la Coupe du monde en 1966, c'était un homme à l'imagination féconde – il créa en 1982 le Super G qui devint course olympique en 1988. A l'époque qui nous intéresse, son inspiration et son action allaient dans le sens du spectacle cher au ski professionnel alors en vogue aux Etats-Unis... Ski *Open* (ouvert aux amateurs et aux professionnels), slalom à un piquet, slaloms parallèles, descentes en deux manches, etc... autant d'initiatives portées par Lang ou/et Bonnet au sein de la FIS et dénoncées par les contempteurs d'un ski extirpé de ses contenus technique et athlétique. Plusieurs observateurs, défenseurs du ski traditionnel, virent dans ces tentatives une étape transitoire en direction d'un ski professionnel avec équipes de marque.

Les modifications répétées de la formule de la Coupe du monde introduites par Lang, comme celle défavorable au ski français (doublement des points dans un combiné slalom géant–descente sans signification technique et qui pénalisait les nôtres plus faibles que les Autrichiens et les Suisse en vitesse), ne furent pas du goût non plus des dirigeants de la FFS. A une semaine de l'ouverture de la saison à Val d'Isère, le conflit atteignit le point de rupture : « **...C'est la raison pour laquelle Georges Joubert exigera à l'avenir une réunion de coordination -voire même au niveau du comité directeur de la FFS- à l'issue de laquelle il appartiendra à Honoré Bonnet et à Serge Lang de défendre les thèses fédérales devant les instances internationales.** »⁽⁵⁶⁾

Les procureurs de Jean Vuarnet et Georges Joubert et les avocats des champions exclus, de Gérard Rubaud à Serge Lang en passant par Honoré Bonnet et Jean Béranger, sans oublier le puissant Syndicat des moniteurs, trouvèrent le soutien d'anciens champions. « **Une décision brutale et aberrante** », déclara Jean-Claude Killy. Un avis partagé par d'autres titulaires des équipes de France du passé dont Léo Lacroix : « **Ils [les accusateurs] eurent à Val d'Isère l'appui du triple champion olympique et de son compagnon des belles années de l'équipe de France, Léo Lacroix, qui tous deux se découvrirent subitement une âme de dirigeants et se déclarèrent prêts à prendre la relève.** »⁽⁴⁶⁾

Comment la nouvelle équipe dirigeante aurait-elle pu travailler en harmonie avec Bonnet et Lang tant s'opposaient leurs conceptions du sport et du rôle des champions. Une incompréhension abyssale traduite d'une manière imagée par un dirigeant du ski parisien qui connaissait bien les uns et les autres : « **Ils ne marchent pas sur le même trottoir. Ils ne se rencontreront donc jamais...** »⁽⁵⁷⁾.

En effet, une fédération n'a pas pour vocation de produire des sportifs professionnels... Ses officiels, dirigeants élus, animateurs, moniteurs bénévoles, entraîneurs professionnels sont dépositaires de valeurs qu'ils transmettent d'une génération à l'autre et accompagnent leurs différentes missions (développement, détection, formation, Haut Niveau) d'une action éducative. Georges Joubert : « **Les jeunes coureurs nous arrivent parfaitement disponibles et plein d'enthousiasme. Il nous appartient d'en**

faire des hommes responsables armés pour la vie. Et, si possible, des champions... Je me trouve renforcé dans mon désir d'essayer de fabriquer des champions plus réalistes dans leur façon d'aborder les problèmes de la vie. » ⁽⁵⁸⁾

Une profession de foi qui se démarque des « bêtes à skier » évoqués par Marielle Goitschel à propos de l'ancien « système » élaboré par Honoré Bonnet... Mais je ne serais pas injuste avec l'« Homme » de Squaw Valley (JO 1960), de Portillo-du-Chili (Mondial 1966), de Grenoble (JO 1968) : ledit « système » fut validé par les dirigeants de l'époque et cautionné, ô combien !, par les Pouvoirs Publics.

POUVOIRS PUBLICS : PRESTIGE ET MEDAILLES !

Rappel... Le général de Gaulle exprima la volonté politique de voir la France sportive se redresser après la déroute aux JO d'Été 1960 de Rome. Pour ce faire, il nomma en 1961 le colonel Marceau Crespin, délégué général à la Préparation olympique, puis directeur des Sports en 1965. Un meneur d'homme « **qui a un pouvoir considérable dans la gestion de l'élite.** » ⁽⁵⁹⁾ Celui-ci s'empessa de renforcer dans les fédérations le pouvoir des cadres techniques professionnels aux dépens des dirigeants bénévoles et désigna les responsables de terrain idoines pour conduire avec efficacité l'élite sportive dans « **une course effrénée et quasi exclusive aux médailles.** » ⁽⁶⁰⁾



Cette politique pragmatique, dite de « commando », se révéla performante mais, revers de la médaille si j'ose dire, occasionna quelques dérapages sans rapport avec la technique du ski. Pour en citer un, impliquant Jean-Claude Killy signataire d'un contrat d'exclusivité avec...un fabricant transalpin de bâtons avant le rendez-vous olympique de Grenoble guigné, on s'en doute, par tous les fournisseurs français du Pool.

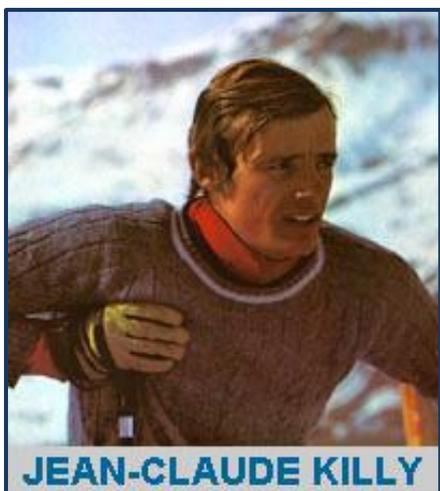
« Au début de la saison olympique de 1968, le colonel Crespin demanda aux membres de l'équipe d'employer exclusivement du matériel français [... et membres du Pool, selon la convention FFS-Pool des fournisseurs – N.D.A.] et d'être prudents sur le plan de l'amateurisme. Killy avoua alors qu'il venait de signer avec un fabricant de bâtons italiens. Il voulut rompre son contrat. Son interlocuteur transalpin menaç

de porter l'affaire devant le comité olympique international, qui aurait sans doute disqualifié notre meilleur élément. Le colonel Crespin s'en fut récupérer le contrat de l'autre côté des Alpes, et déclara en confidence, lorsqu'il revint : « J'ai joué une partie de poker. Elle m'a coûté 30.000 F. »⁽⁶¹⁾

M. Crespin « **ne vit que pour le Haut Niveau** »⁽⁶²⁾ comme en témoigne son engagement auprès de nombreux sportifs.

Toutes les forces dirigeantes (Colonel Crespin, Maurice Martel, président de la FFS, Honoré Bonnet) s'étaient mobilisées pour dissuader le fabricant de porter l'affaire devant le Comité international olympique, alors très sourcilieux à propos de l'amateurisme. Imaginons un instant Killy, attendu par la France entière pour un « triplé » olympique (descente, slalom géant, slalom) réussi jusque-là par le seul Autrichien Toni Sailer, ne pas être présent au rendez-vous grenoblois... Maurice Martel : « **Durant dix ans, j'ai réparé toutes les maladresses. L'histoire des ((77bâtons italiens de Killy. J'ai refusé d'aller traiter cette affaire avant les Jeux de Grenoble. D'autres l'ont fait...** »⁽⁶³⁾

Autre dérive : « **Il [Killy] accorde à l'hebdomadaire Paris-Match l'exclusivité de la photo le représentant avec ses trois médailles d'or... Pendant six jours, Killy reste sous la menace d'une suspension; Jusqu'à ce que Marc Hodler (président de la FIS) lui fasse certifier sur l'honneur qu'il n'a reçu aucun dédommagement en argent ou en nature pour cette exclusivité. Jusqu'à ce que son père, Robert, se rende au siège de la FIS pour préciser qu'il a les moyens de payer une voiture de sport à son fils.** »⁽⁶⁴⁾



Le champion de Val d'Isère, déjà auréolé d'une éblouissante saison 1966-1967, se positionna tout naturellement de plain-pied durant cette décennie qui déverrouilla les portes du traditionalisme. L'appel d'air aspira le sport, devenu phénomène social. En 1968, Maurice Vidal écrit dans *Miroir Sprint* : « **La chance de Killy, celle qui aura donné à son talent une ampleur gigantesque, c'est d'être arrivé au maximum de son expression au moment où le ski alpin entamait sa plus grande phase de développement... Grenoble restera avant toute chose la rencontre d'un homme et d'une époque...**

Jusque dans le symbole, Killy aura été de son temps. Il gagne et c'est la grandeur de la France gaullienne. Il s'enrichit et c'est la norme de la France Pompidolienne. 1968, c'est le moment exact où, dans l'ombre de Gaulle, Pompidou ne se cache plus. Où Killy, nécessairement, devient un autre. »

La popularité de Killy est à son zénith. Ses coéquipiers ne se retrouvèrent pas dans l'ombre pour autant. Les Périllat, Lacroix, Mauduit, Orcel, Penz, les sœurs Goitschel, Annie Famose, Michel Jacot, Isabelle Mir et autres Florence Steurer se partagèrent une large portion du gâteau médiatique. Ils respirèrent, eux aussi, le parfum des « victoires à



tout prix », fondement de ladite politique de commando : « **Pour de Gaulle, Killy et tous les skieurs, c'est sacré. Il les a récompensés par une pluie de Légions d'honneur.** »⁽⁶⁵⁾

Ministère, fédération, fabricants et *sponsors* accordèrent les moyens de leurs ambitions et de celles de leurs tuteurs à des athlètes talentueux pour atteindre les objectifs fixés. Mission accomplie ! Il serait malhonnête de leur reprocher d'avoir obéi aux consignes fédérales et, *in fine*, d'avoir adhéré à la politique de prestige décidée au sommet de l'Etat. De Gaulle à Pompidou : « **Si l'Etat ne s'en mêle pas, ça merdoie.** »⁽⁶⁵⁾

« **... les Jeux Olympiques de Grenoble seront « d'une certaine manière les Jeux de l'Etat Français »**⁽⁶⁶⁾, **laissant apparaître cet évènement comme le point culminant et le produit de la politique engagée par l'Etat depuis 10 ans.** »⁽⁶⁷⁾

Les jeunes successeurs de la génération dorée – les futurs « exclus » de Val d'Isère ! -- s'engagèrent naturellement sur la trace directe et à l'exemple de leurs prestigieux aînés, à qui étaient pardonnés tous les caprices. Mais les Pouvoirs publics, eux, changèrent de cap au début des années 70 dessinant un paysage sportif bien différent de celui de la précédente décennie. « **Les souhaits du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, M. Comiti, allaient dans le sens d'une révolution totale des structures de compétition. M. Comiti était à Sapporo [JO 1972] beaucoup de choses ne lui avaient pas plu. M. Comiti souhaitait donc un renouveau... Un état d'esprit qui n'était plus, il faut bien le reconnaître, celui qu'on avait connu dix ans auparavant... Cela dit, le ski français traversait une crise sérieuse et une nouvelle équipe, pourquoi pas ?** »⁽³⁶⁾

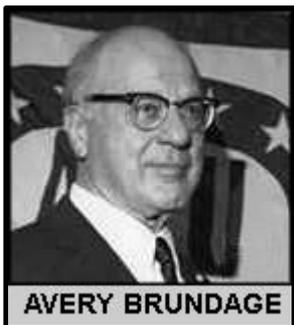
Et au Congrès de la FFS à Juan-les-Pins, en juin 1972, les voix électorales se portèrent triomphalement sur Jean Vuarnet pour le poste de vice-président en charge du secteur compétition avec auprès de lui son ami Georges Joubert à la direction des équipes.

L'appel au renouveau par l'autorité de tutelle réveilla l'appareil fédéral mais, comme nous l'avons vu, ne changea fondamentalement ni l'état d'esprit d'un milieu conservateur ni celui des champion(ne)s qui avaient pris la relève. « **Pour les grandes équipes, il se pose toujours le problème de la deuxième génération... Les joueurs de la deuxième génération voient ce à quoi ont atteint leurs prédécesseurs et les avantages qui en découlent. Ils n'ont pas toujours conscience des efforts faits par la première génération pour atteindre ces résultats.** »⁽³⁶⁾

Une observation partagée par Jean-Claude Killy qui déclara, en contradiction avec son plaidoyer des champions exclus quelques jours plus tard à Val d'Isère: « **J'ai surtout l'impression que l'on ne veut plus se défoncer aujourd'hui. On fait son slalom géant et puisqu'on parle de vous à la télé, ça va bien comme ça...** »⁽⁶⁸⁾

Ce changement d'époque ne s'opéra pas sur un coup de tête des Pouvoirs publics au seul prétexte de faire autrement. Deux phénomènes concomitants les incitèrent à jugu-

ler les dérives induites par la montée en puissance de l'argent dans le Mouvement sportif et la menace qu'un professionnalisme à peine voilé faisait planer sur les conditions d'admission aux JO. « **Pour le participant aux jeux Olympiques, le sport amateur ne saurait être autre chose qu'une activité annexe et il doit prouver qu'il exerce une profession de base.** », avait prévenu une fois de plus le président du Comité international olympique, M. Avery Brundage, dans son discours d'ouverture de la 71^e session du Comité International Olympique (CIO), le 13 septembre 1971 à Luxembourg.



OLYMPISME : LE SKI FRANCAIS POUR L'EXEMPLE

Le ski, à l'époque beaucoup plus commercialisé que ne l'étaient la plupart des autres sports, avec ses vedettes rémunérées en dessous de table – des « *amateurs-marrons* », disait-on – se trouva plusieurs fois en disgrâce de l'actualité olympique. Avec deux conflits majeurs qui l'opposèrent au CIO : le premier juste avant les Jeux de Grenoble (1968) où fut trouvé en dernière heure un compromis : « **pas de photos ni de plans télé avec des skis dont les marques apparaîtraient** »⁽⁶⁵⁾; le second à la veille des Jeux de Sapporo (1972) quand le prestigieux champion Karl Schranz boucla ses valises pour l'Autriche, le CIO ayant refusé son admission !



Le conflit CIO - FIS paraît aujourd'hui d'un autre âge mais il faut le réactualiser pour comprendre le chambardement qui ébranla alors les structures des institutions sportives et troubla nombre de dirigeants.

La nouvelle politique sportive de la FFS restaura une éthique qui s'était dégradée au fil des ans. La moralisation et les mesures d'assainissement du plan à contre-courant de Vuarnet et Joubert ne laissèrent pas indifférentes les associations olympiques, par exemple celle de l'athlétisme, confrontées elles aussi, à un degré moindre cependant parce que moins nanties, par l'arrivée envahissante des forces corrosives de l'argent.

Elle tendit aussi une perche aux fédérations étrangères de ski, touchées pareillement par la commercialisation exponentielle, et soucieuses de maintenir leur discipline dans le giron olympique :

- Le vice-président de la FFS, Jean Vuarnet : « **...nous remettre en accord avec les notions de l'amateurisme et de permettre à notre Fédération, aussi bien qu'aux autres Fédérations de ski, de continuer à participer aux jeux Olympiques auxquels nous tenons tous tant.** »⁽⁶⁹⁾



MAURICE MARTEL

- Le président de la FFS, Maurice Martel, à Saint-Moritz lors des Championnats du monde 1974 : « **Nos homologues autrichiens, suisses et italiens nous ont félicités...et ils m'ont exprimé leur volonté de nous imiter.** » ⁽⁷⁰⁾

- Le président de la FIS, Marc Hodler : « **Effectivement, le système mis en place en France peut servir de modèle.** » ⁽⁷¹⁾



MARK HODLER



LORD KILLANIN

La recommandation de Lord Killanin, successeur d'Avery Brundage à la présidence du CIO, présent à Saint-Moritz, avait bien été entendue... « **Le monde du ski devra réformer son état d'esprit s'il veut conserver sa place à la table du CIO.** » ⁽⁷⁰⁾

Le rôle de la FFS, nous l'avons souligné, fut sinon imposé – sacro-sainte indépendance du Mouvement sportif --, du moins encouragé par le secrétaire d'Etat Joseph Comiti au printemps 1972. Ce fut logiquement la même ligne qui inspira le comportement de son successeur, Pierre Mazeaud, quand celui-ci participa au « Conseil des sages » du 8 décembre 1973 à Val d'Isère. « **C'est bien une affaire d'Etat** », titra le journal l'Humanité le 11 décembre 1973. Commentaire corrigé par le président Martel : « **Lorsque j'ai fait connaître ma décision au ministre, je lui ai dit : "C'est à une médaille pratiquement assurée que je vous demande de renoncer dans le cas de Jean-Noël Augert". Il m'a approuvé, ce n'est pas une question d'âge mais de mentalité.** » ⁽⁶³⁾

Georges Joubert, une des cinq personnalités du « Conseil des sages », conclut dans le même sens : « **Je constate que c'est la première fois que j'entends un ministre accepter de se priver volontairement des possibilités de médailles pour permettre à une fédération d'appliquer ses réformes et de faire régner un nouvel état d'esprit.** » ⁽⁷²⁾

Maurice Martel affirma en plusieurs circonstances avoir assumé seul la décision du 9 décembre 1973. Celle-ci fut unanime de la part des cinq adultes responsables et solidaires, « **loin des tortionnaires « assoiffés de sang » dont certains journalistes qui n'ont pas vécu les événements ont fait état les années passées... Ses collaborateurs [de Maurice Martel] ont tenu à prendre en charge une partie des responsabilités.** », écrira Georges Joubert en 1983, dix ans après les événements, dans un document de six pages resté longtemps confidentiel.

Aucune des cinq personnalités du « Comité des Sages » n'a jamais trahi le secret des délibérations !

Elles tinrent à l'écart l'ensemble des entraîneurs et certains s'en étonnèrent. Elles estimèrent que, s'agissant d'une décision relevant de la politique sportive, il fallait les maintenir en dehors de la procédure. Je présume afin qu'ils éprouvent moins de difficultés pour travailler ensuite avec les coureurs restant qualifiés. Georges Joubert: **« Si les entraîneurs n'ont pas été associés à nos décisions, c'est qu'elles reposaient sur des conceptions d'idéal sportif. C'était donc à nous de prendre nos responsabilités. »** ⁽⁵³⁾

Je crois ce choix raisonnable même si certains entraîneurs, à l'instar de Noël Grand qui succéda à Robert Tessa à la tête de l'équipe masculine, auraient souhaité être consultés. Grand me livra son opinion plus tard, regrettant un manque de communication coureurs-entraîneurs-dirigeants: **« Pour moi cette situation, malheureuse pour le ski en général et les athlètes en particulier, aurait dû évidemment être réglée par un dialogue ouvert et très transparent entre les parties concernées...ce qui n'a jamais été le cas par les coureurs très influencés (voir Patrick Russel formé par Georges Joubert et qui aurait du être la meilleure interface dans ces échanges). Je précise que même nous, l'encadrement, en contact permanent avec les équipes, n'avions que très peu d'informations de la part: 1) des coureurs pour les aider à peut-être mieux créer le lien avec les dirigeants... 2) avec les dirigeants qui n'ont pas assez pris le temps de rassembler les avis d'hommes de terrains ou autres... Donc coureurs et dirigeants se partagent la responsabilité du clash. »**

Surprise tout de même de Noël Grand quand il apprit que les coureurs avaient déploré l'absence de soutien de la part de l'encadrement technique suite aux événements de Val d'Isère. Il rétorqua que les «exclus» avaient agi de leur plein gré, sans consultation préalable avec leurs entraîneurs, comme à la Foux d'Allos neuf mois plus tôt... Quant aux dirigeants, au motif qu'ils avaient pris une décision de politique sportive, ils ne sollicitèrent pas l'avis des *coaches*.

Je partage l'opinion de Noël Grand et regrette, moi aussi, l'absence de dialogues. Mais il faut bien comprendre que les échanges entraîneurs–coureurs se révélèrent extrêmement malaisés dans certaines circonstances, inexistantes d'autres fois... Si les « anciens » faisaient la sourde oreille à Noël Grand, montagnard et homme de terrain, on mesure la distance qui les séparait du citoyen Georges Joubert, oubliant que celui-ci n'était pas seulement un théoricien puisqu'il entraînait le GUC depuis vingt ans !

Je me pose tout de même encore aujourd'hui une question à laquelle je n'ai pas de réponse : les dirigeants fédéraux s'accordèrent-ils le temps nécessaire à témoigner de pédagogie afin d'expliquer aux chefs de file des équipes masculine et féminine ainsi qu'aux «anciens», à quel point la nouvelle politique fédérale de 1972, en phase avec les nouvelles orientations des Pouvoirs publics, se distinguait radicalement de la précédente ?

Si le staff technique de Georges Joubert ne se trouva pas en première ligne, son devoir de réserve ne signifia pas son indifférence à une atmosphère que Michel Clare, dans les

colonnes de *L'Equipe*, qualifia de « **guerre civile qui déchire la grande famille du ski français, une famille que l'on croit sortie d'un roman de Mauriac.** » ⁽⁷³⁾

Robert Tessa, directeur de l'équipe masculine, démissionna sur le champ après les sanctions de Val d'Isère, au motif qu'il avait accepté ce travail pour accompagner les « anciens » jusqu'aux Championnats du monde de Saint-Moritz et que sa présence n'avait plus de raison d'être.

Sachons gré au Dauphinois d'avoir gardé une position neutre lorsqu'il s'adressa à un journaliste de sa région : « **Il est clair que la décision prise se justifie au niveau de la direction sportive si l'on considère la mission de la FFS. Mais je ne peux pas, sur le plan humain, approuver les conséquences qu'une telle décision entraîne vis-à-vis des coureurs concernés. Mais je n'en rejoins pas pour autant le camp de la critique.** » ⁽²³⁾

C'est en consultant des dizaines d'articles pour jeter un regard distancié sur l'*Affaire de Val d'Isère* que j'ai retrouvé trace de la démission de Jean-Pierre Chatelard, entraîneur au groupe II masculin, intervenue un mois plus tard. Le Megévan déclencha une mini-tempête par ses déclarations : « **En accusant les dirigeants français et ses camarades entraîneurs de « militarisme » outrancier, Jean-Pierre Chatelard leur a rendu un fier service... C'est que, nonobstant ses énormes qualités de travailleur et de meneur d'hommes qui l'avaient fait remarquer par Georges Joubert, Chatelard entretenait dans notre équipe de jeunes champions à peine formés, très sensibles au milieu et aux influences extérieures, un état d'esprit qui, sans être celui de la révolte, n'étaient assurément par celui qui convient à des sélectionnés pour les Championnats du monde.** » ⁽⁷⁴⁾

LA CONTRE-REVOLUTION DU 11 MAI 1974

D'aucuns pensèrent que le bilan des Championnats du monde 1974 mettrait un terme à la « guerre des tranchées » et scellerait la « paix des braves ». Au soir du Mondial, les journalistes en étaient convaincus, à commencer par Michel Clare qui, dans sa dépêche datée de Saint-Moritz, écrivit : « **Les opposants à Georges Joubert auront sans doute du mal, devant le retentissement de ces exploits, à dire à l'opinion publique, sensible au prestige, que le système mis en place par l'équipe Vuarnet - Joubert présente des lacunes.** »

Selon les commentateurs, ne resterait plus alors aux deux responsables de la compétition ainsi qu'au président du Comité descente-slalom, Roger Chastagnol, qu'à poursuivre leurs réformes sportives mais, désormais, dans la sérénité... Pour assurer la relève, ils avaient déjà bâti un plan de détection (création entre autres de la [coupe de France de descente](#)) qui s'appuyait sur le travail effectué dans les clubs. Je sais que Joubert, fort de son expérience concluante au GUC, avait pleinement conscience que les groupes nationaux devraient de plus en plus capitaliser les dividendes dégagés en amont par les cellules associatives.

Embellie provisoire et projection bien optimiste au vu des conflits qui se succédèrent au cours des semaines suivantes au motif des difficultés financières de la Fédération ayant deux origines :

1/ Une licence-carte fédérale inadaptée depuis un certain temps : « **Elle [la FFS] paie l'ambiguïté d'être une fédération à la fois sportive (c'est son côté le plus spectaculaire, trop spectaculaire) et touristique, n'ayant pas su s'adapter à l'évolution du tourisme moderne.** »⁽⁷⁵⁾

Une réforme réclamée par quelques dirigeants, ceux des Comités du Dauphiné et du Mont-Blanc notamment, qui ne trouva malheureusement pas un écho consensuel.

2/ Le boycottage au cours de la saison 1973-1974 de la vente des licences-cartes fédérales, mouvement orchestré par certains comités régionaux irresponsables dont le puissant Comité de Savoie présidé par Jean Brunier et, pour citer le Comité directeur de la FFS du 7 mars 1974, par l' « **opposition inacceptable d'un certain nombre de clubs, de stations et d'organisations qui sont pourtant liées par protocole à la FFS, notamment le Syndicat des moniteurs.** »

Cette action négative, la nécessité d'en définir les causes profondes, la baisse significative attendue des recettes et l'urgence d'imaginer des solutions pour l'avenir justifiaient l'organisation d'une Assemblée générale extraordinaire. Au cours de celle-ci, le 11 mai 1974, à Paris, l'étude du rapport financier d'Henri Souvet fit apparaître que le nombre des licences atteindrait au mieux à la fin de la saison 580.000, contre 612.000 l'exercice précédent, et que la perte des recettes, pour la même période, serait de 1,13 million. M. Souvet préconisa des restrictions générales sur toutes les dépenses compressibles d'environ 30 %⁽⁷⁶⁾

Est-ce ce bilan alarmant, les discours confus et les atermoiements concernant les projets de développement de la FFS qui, une heure plus tard, motivèrent le président René Béros du Comité de Paris à demander un vote de défiance à l'encontre du Comité directeur ? Malgré « l'intervention vigoureuse » du directeur des Sports, le colonel Marceau Crespin⁽⁷⁶⁾, préconisant la désignation en dehors des membres du Comité directeur d'une commission chargée d'étudier tous les problèmes fédéraux, la motion fut adoptée (1058 voix pour, 340 contre, 43 bulletins blanc) et le Comité directeur démis de ses fonctions !

René Béros affirma que son intervention n'était « **dirigée contre personne** »⁽⁷⁶⁾ et qu'il agissait dans l'« **intérêt de la fédération** »⁽⁷⁶⁾, estimant que « **toutes les solutions de replâtrage n'étaient pas souhaitables** »⁽⁷⁶⁾. Certains dirigeants qui ne l'avaient pas suivi dans sa démarche iconoclaste, établirent néanmoins, à tort ou à raison, un lien de causalité entre son « coup de grisou » et la longue intervention de celui qui l'avait précédé à la tribune. En effet, Daniel Podevin, président du Comité Pyrénées-Ouest, avait désapprouvé « **à tous les plans l'ensemble de l'action des dirigeants de la FFS.** »⁽⁷⁶⁾ La critique visait de facto la *troïka* Maurice Martel, Jean Vuarnet, Roger Chastagnol.

Ne restait plus alors à René Béros qu'à sonner l'hallali !

Joubert, quant à lui, devança tout son monde... Juste avant l'Assemblée générale extraordinaire, il informa l'Agence France Presse de sa démission : « **Le programme d'entraînement printanier des équipes de France n'a pu être lancé faute d'argent. Les coureurs subissent déjà un terrible préjudice. Toutes les solutions actuelles envisagées ne constitueraient que des palliatifs ou des capitulations devant des intérêts privés. Dans ces conditions, je n'accepte plus d'assumer mes fonctions.** »



Le Comité directeur, à la demande du Colonel Crespin, « expédia les affaires courantes » jusqu'au Congrès de Divonne-les Bains (26-30 juin 1974). Maurice Martel et Jean Vuarnet y annoncèrent qu'ils ne se représentaient pas. De son côté, Gaston Perrot, directeur de l'équipe de France féminine couronnée de quatre médailles au Mondial de Saint-Moritz, parla au nom des entraîneurs du staff de Georges Joubert, pour dire avec émotion « **les difficultés de leur tâche, les obstacles de toutes natures qu'ils doivent surmonter, pour dire aussi leur peine et leur déception à la lecture des critiques dont l'objectivité n'est**

pas évidente. » ⁽⁷⁷⁾

Pour la petite histoire, rappelons que Jean Brunier et Daniel Po-devin furent élus au nouveau Comité directeur sous la nouvelle présidence de maître Charles Garot qui titra son premier éditorial dans la revue *Ski français* : « **Je veux être le Président de la réconciliation...** » ⁽⁷⁸⁾ En réalité, la « réconciliation » annoncée par Charles Garot apparaît comme un argument de communication, un écran de fumée, pour dissimuler la réalité : le Congrès de Divonne officialisa, par la voie électorale démocratique, la contre-révolution du 11 mai !



Réconciliation, vous avez dit réconciliation ? Le piège s'est vite refermé sur le nouveau président aussi bien que sur Roger Cote, responsable du secteur compétition et Alain Arro, président du Comité descente-slalom. Certains observateurs s'étonnèrent d'ailleurs du changement intervenu dans l'organigramme fédéral de la compétition : « **On pourrait se demander pourquoi le nouveau « gouvernement » fédéral n'a pas fait pression sur Jean Vuarnet et Georges Joubert, sinon les trois (avec Roger Chastagnol) pour leur proposer, à différentes postes de responsabilités, la continuité de leur programme de redressement et d'assainissement du milieu de la compétition ... Ce programme, qu'ils ont appliqué depuis deux ans malgré de véritables coups bas dénoncés par l'entraîneur national Gaston Perrot, porte-parole des responsables de l'encadrement., n'a t-il pas été approuvé par le Congrès de 1973 et celui de cette année ?** » ⁽⁷⁹⁾

La nouvelle gouvernance appela Bernard Favre à la direction des équipes nationales alors que Gaston Perrot avait fait acte de candidature... Changement aussi d'entraîneurs masculin et féminin avec le rappel de Paul Fayolle et de Jacques Fourno : « **Bouleversement ? Nous savons maintenant qu'il s'agit d'un véritable**

chambardement... Comment des dirigeants de bonne foi ont-ils pu entériner le « remerciement » de MM. Gaston Perrot, Noël Grand et leurs collaborateurs ? Les résultats qu'ils ont obtenus, la qualité du travail qu'ils ont effectué pour le renouvellement des effectifs, et surtout leur fidélité à l'égard de la politique sportive fédérale qu'il appliquèrent avec une conscience exemplaire plaidaient en leur faveur... L'« oubli » dont ces derniers sont victimes est en fait la conséquence de leur appartenance au « système » Vuarnet-Joubert-Chastagnol. »

(80)

On conviendra que certains membres du nouveau Comité directeur de la FFS firent preuve d'une conception bien personnelle de la « réconciliation » préconisée par le président Garot... Il est vrai qu'on retrouva dans la composition du Comité directeur quelques-unes des personnalités – Jean Brunier, président du Comité de Savoie par exemple – qui avaient paralysé l'action fédérale pendant près de deux ans !

Le Congrès de Divonne officialisa, par la voie électorale démocratique, la contre-révolution du 11 mai !

Ainsi tomba le rideau sur deux années mémorables de l'histoire de notre sport riche en particularismes. De radicales réformes de politique sportive (rénovation, redressement, restructuration, restauration de l'éthique et de l'autorité fédérale) furent entreprises par des hommes responsables qui les portèrent courageusement malgré d'innombrables chausse-trapes tendues par des adversaires sournois ou belliqueux, des accusations infondées frôlant la diffamation, et la manipulation des coureurs qu'ils avaient en charge. Pour ajouter aux tirs de mines qui éclaboussèrent chacune de leurs initiatives, leur travail, déjà malaisé, se situa en pleine mutation d'une société devenue soudainement plus compliquée depuis 1968, en France comme à l'étranger.

Aussi bien, conduisirent-ils un combat d'arrière-garde ou bien une mission rédemptrice, novatrice, porteuse d'espérance mais torpillée par des forces au mieux conservatrices au pire rancunières, malfaisantes et intéressées ? Pour tenter de répondre à cette question, chacun touillera les éléments recueillis dans ce dossier et les mettra en perspective de sa propre conception du sport, de la vie et de l'éducation...

CONCLUSION

Deux conclusions formelles se dégagent, malgré tout, de cette plongée dans le passé sans passion partisane :

La première concerne Georges Joubert : sauf aveuglement ou insigne mauvaise foi, il faut l'exonérer de la responsabilité unique de l'exclusion des six skieurs cadres, le 9 décembre 1973.

L'injustice qui le poursuivit jusqu'à son décès n'altéra nullement son implication dynamique et éclairée comme dirigeant et technicien au Grenoble Université Club et au

sein du Comité du Dauphiné. Sa loyauté lui interdit de critiquer ses successeurs. Un comportement à l'inverse de celui de ses prédécesseurs qui, en coulisses, forts de leur notoriété et de leur réseau montagnard hostile à la personnalité de Joubert, entretenirent un climat d'intoxication.

La seconde ramène aux six champions : coupables et sanctionnés, certes, en regard d'une contestation paroxystique d'une nouvelle politique sportive mais aussi victimes d'un environnement malsain, de conseillers mal intentionnés qui, à travers eux, réglèrent des comptes personnels. Une remarque soulignée par plusieurs journalistes, y compris par quelques-uns d'entre-eux qui les tancèrent en plusieurs circonstances :

- « **Personne ne peut contester que dans le malaise de Val d'Isère, d'anciens dirigeants, entraîneurs ou officiels, plusieurs représentants de firmes, ont joué un rôle de premier plan. Et on ne pouvait sanctionner que les coureurs qui, en définitive, ont été les victimes de ces querelles qui durent depuis des années.** » ⁽³³⁾

- « **Cependant, on ne peut s'empêcher de plaindre ces jeunes gens et ces jeunes filles qui apparaissent aujourd'hui un peu comme les victimes malheureusement d'événements qui les dépassent et dont ils furent plus ou moins les jouets** ». ⁽⁸¹⁾

- « **Victimes et coupables, c'est bien ainsi qu'apparaissent aujourd'hui les skieurs de l'équipe de France.** » ⁽⁶⁸⁾

- « **En ce concerne l'affaire présente qui a motivé leur élimination de l'élite, nous croyons qu'ils ont plutôt été les victimes d'une ambiance rendue exécrationnelle à dessein par des responsables ou des champions du passé qui ont joué aux apprentis sorciers.** » ⁽²⁷⁾

Ces funestes conseillers se gardèrent bien d'encourager celles et ceux qu'ils considéraient uniquement comme des victimes à rechausser leurs skis de compétition. Ils en firent des victimes une seconde fois ! En effet, l'avenir sportif des six «exclus», mis entre parenthèse le 9 décembre 1973, ne restait pas compromis. Éliminés des sélections masculine et féminine, Jean-Noël Augert, Ingrid Lafforgue et leurs quatre camarades n'avaient pas perdu leurs licences puisqu'ils n'avaient pas été radiés de la FFS. Rien ne leur interdisait de participer aux Championnats de France 1974 avec l'ambition de regagner une place de titulaire et de repartir avec la nouvelle équipe dirigeante élue au Congrès de Divonne-les-Bains. Cette démarche n'aurait pas manqué de panache ! De plus, elle aurait donné du sens à la déclaration commune lue par Ingrid Lafforgue l'après-midi du dimanche 9 décembre 1973 : «**Nous sommes persuadés que nous avons encore un rôle à jouer dans le ski français.** » ⁽⁵³⁾

La balle est toujours dans leur camp... Que le temps qui passe puisse les inviter à une nouvelle introspection. Dans le futur, tous les survivants de cette période auront disparu. Seuls les faits -- et ils sont têtus ! -- resteront, sans pour autant faire pencher la balance en leur faveur.

Leur vraie chance de réhabilitation commence peut-être par la reconnaissance de ces faits.

RÉFÉRENCES

1. *Ski Français* - janvier 1974 - N° 211- Page 4 - Éditorial de Maurice Martel
2. *L'Équipe Magazine* - 12 janvier 2002 - No 1026 - page 59 - Jean Vuarnet, le cérébral - Rémy Frère
3. *Le Provençal* - Février 1973
4. *La neige empoisonnée* - 1975 - Page 162 - Edition Alain Moreau - Danielle Arnaud
5. *La neige empoisonnée* - 1975 - Page 152 - Edition Alain Moreau - Danielle Arnaud
6. *Le Figaro* - 21 février 1968 - Yves Montredon
7. *Le Figaro* - 3 mars 1972 - Jean Béranger prêt à tourner la page - Yves Montredon
8. *Le Figaro* - 14 février 1972 - Le retour de l'île d'Elbe - Yves Montredon
9. *Le Figaro* - 12 décembre 1972 - S'ils ne reprennent pas confiance - Yves Montredon
10. *L'Équipe* - 8 décembre 1973 - Les Italiens Gros et Schmaltz ont pris une sérieuse option - Serge Lang.
11. *Le Dauphiné Libéré* - 8 décembre 1973 - Etincelante démonstration de l'Italien Piero Gros - Claude Forget
12. *France Soir* - 8 décembre 1973 - Les Français : encore des problèmes - Claude Lambert
13. *Eurosports* - 28 février 2010 - Lizeroux : « Aucun regret » - AFP
14. *Site web de Julien Lizeroux* - <http://www.Lizeroux.com/news-40-deçu-mais-sans-regret....html> - Propos recueillis par A.T.-C.
15. *Le Sport* - 9 décembre 1987 - Photo AFP
16. *Le Figaro* - 10 décembre 1973 - Une volte-face trop rapide - Yves Montredon
17. *L'Équipe* - 8 décembre 1973 - Équipes de France : Le courant est irréversible - Michel Clare & Serge Lang
18. *Communiqué de presse de la FFS* - 23 février 1973
19. *Le Figaro* - 7 mars 1973 - Georges Joubert reste à son poste... mais prévient - Yves Montredon
20. *L'Équipe* - février 1973 - Michel Clare
21. *Le Provençal* - mars 1973
22. *Le Figaro* - 26 février 1973 - Des Champions perdus - Yves Montredon
23. *Le Dauphiné Libéré* - 8 décembre 1973 - Les Français en perdition et au bord de la crise - Claude Forget
24. *France Soir* - 9-10 décembre 1973 - Le ski français encore sur un baril de poudre - Claude Lambert
25. *l'Aurore* - 10 Décembre 1973 - Un sabotage nécessaire - Jean Dumas
26. *Sud Ouest Dimanche* - 16 décembre 1973 - Pourquoi la crise ? Quelle solution ? - Jacques Belin
27. *Le Figaro* - 10 décembre 1973 - A Val d'Isère la Fédération a choisi l'avenir - Yves Montredon
28. *L'Équipe* - 13 décembre 1973 - Interview M. Martel par Serge Lang
29. *Le Figaro* - 14 décembre 1973 - Le Dossier noir du « Cirque Blanc » - Jacques Jaubert
30. *Ski Français* - Édition du cinquantenaire - Page 68 - Les Années 70
31. *Le Parisien Libéré* - 10 décembre 1973 - Les skieurs ou nous... - Jean Cormier
32. *L'Équipe* - 10 décembre 1973 - Pour la Fédération, une question d'autorité - Michel Clare
33. *L'Équipe* - 11 décembre 1973 - Des conséquences imprévisibles - Michel Clare
34. *L'Équipe* - 10 décembre 1973 - Exécution et sabotage - Serge Lang & Michel Clare
35. *L'Équipe* - 9 novembre 1972 - Morale et réalisme - Michel Clare
36. *L'Équipe* - 2 décembre 1973 - Vuarnet - Joubert An II - Michel Clare
37. *L'Équipe* - 11 décembre 1973 - Les Autrichiens : un scandale
38. *L'Équipe* - 11 décembre 1973 - On parle déjà de Zell am Zee - Serge Lang
39. *Le Figaro* - 18 décembre 1973 - Sur les écrans autrichiens - Yves Montredon
40. *Ouest France* - 24 janvier 1974 - Une intendance encore réticente - Yves Montredon
41. *Ski Français* - janvier 1974 - No 211- page 6 - Le sale air de la peur - Roger Debaye
42. *Ski Chrono* - Édition en Ligne - Rencontre Grange-Augert - Yves Perret et Laurent Davier
43. *L'Équipe magazine* n° 825 - 11 janvier 1998 - Page 38 - Trente ans après, Killy se souvient - Olivier Margot.
44. *La neige empoisonnée* - 1975 - Page 155 - Edition Alain Moreau - Danielle Arnaud
45. *Le Nouvel Observateur* - 16 février 1976 - page 42 - Les français en chute libre - Michel Satignac

46. *France Soir* - 12 décembre 1973 - Le pourrissement - Dominique Franza.
47. *Le Monde* - 12 décembre 1973 - Les fournisseurs des équipes de France plaident pour une « solution de compromis » - Jean-Marc Théolleyre.
48. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* - 23 Janvier 1974 - Régler le problème des techniciens pour pouvoir garder les entraîneurs - J. Belin.
49. *Le Sport* - 9 décembre 1987 - La saignée de Val d'Isère - Alain Beyer
50. *France Soir* - 11 décembre 1973 - Ski français : la rébellion matée - Dominique Franza
51. *France Soir* - 11 décembre 1973 - Le sursis - Dominique Franza
52. *Ouest France* - 13 février 1974 - Le système français peut servir de modèle - Yves Montredon
53. *France Soir* - 11 décembre 1973 - Les six heures terribles de Val d'Isère - Claude Lambert.
54. *Lettre ouverte* de M. Francotte adressée au quotidien l'Équipe
55. *Le Figaro* - 30 novembre 1973 - Malaise à la Fédération française - Yves Montredon
56. *Le Figaro* - 4 décembre 1973 - Maurice Martel arbitrera un conflit au sein de son état-major - Yves Montredon
57. *Le Figaro* - 23 novembre 1973 - Le ski français au présent et au futur - Yves Montredon
58. *L'Aurore* - 19 juin 1973 - D'abord en faire des hommes - Jean Dumas
59. *La quête d'un nouveau pouvoir sportif (1965-1975)* - Page 40 - Lyon-Grenoble, Mémoire de Master 2005 - Yoan Grosset
60. *Sud-Ouest Dimanche* - 16 décembre 1973 - Le ski français en question - Jacques Belin
61. *Le Figaro* - décembre 1973 - Après la tempête sur le ski Français - Jacques Jaubert
62. *La quête d'un nouveau pouvoir sportif (1965-1975)* - 2005 - Page 74 - Lyon-Grenoble, Mémoire de Master - Yoan Grosset
63. *L'Équipe* - 13 décembre 1974 - La crise du ski - Serge Lang
64. *Le Sport* - 6 février 1998 - page 30 - Dominique Aguerre
65. *L'Équipe Magazine* - n°825 - 11 janvier 1998 - Page 46- Que reste-t-il de ces beaux Jeux ? - Michel Clare
66. *Jeux et enjeux. Les retombées des JO de Grenoble* - 1989 - Page 101 - Lyon, mémoire de DEA - Thierry Terret
67. *La quête d'un nouveau pouvoir sportif (1965-1975)* - 2005 - Page 40 - Lyon-Grenoble, Mémoire de Master - Yoan Grosset
68. *France Soir* - 11 décembre 1973 - Servir d'Exemple - Dominique Franza-
69. *Ski français* - n°204- janvier-février 1973 - Editorial - Jean Vuarnet
70. *Le Figaro* - 7 février 1974 - Ski français et olympisme : la Fédération française à l'heure de l'exemple - Yves Montredon.
71. *Ouest France* - 13 février 1974 - Le Système Français peut servir de modèle - Yves Montredon
72. *France Soir* - 12 décembre 1973 - Les fabricants ne feront plus la loi - Claude Lambert
73. *L'Équipe* - février 1974 - Bâtir l'avenir - Michel Clare
74. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* - 18 janvier 1974 - Les vertus apaisantes du Lauberhorn - J. Belin
75. *L'Équipe* - juin 1974 - FFS : la table rase ! - Michel Clare
76. *Ski français* - n° 213 - mars, avril, mai 1974 - Page 4
77. *Ski français* n° 214 - juillet-août-septembre 1974 - Page 6
78. *Ski français* n° 214 - juillet - août - septembre 1974 - Page 2
79. *Le Figaro* - juin 1974 - Toujours des contradictions - Yves Montredon
80. *Le Figaro* - 20 juillet 1974 - Les exclus de Divonne ont leur revanche - Yves Montredon
81. *Le Dauphiné Libéré* - 11 décembre 1973 - Tempête sur le ski français - Claude Forget